

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MARS 1920.

PROJET DE LOI SUR LES PENSIONS

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

A la suite de la hausse considérable des prix de toutes les choses nécessaires à l'existence, le Gouvernement a augmenté dans une large mesure les traitements de ses fonctionnaires et employés, ainsi que des membres du personnel de l'enseignement. Des projets de loi seront déposés prochainement pour améliorer la situation des membres de l'ordre judiciaire et des ministres des cultes. Ces mesures assurent le sort des agents de l'État en activité de service; elles leur permettent de subvenir aux nécessités de l'existence. Mais les agents à la retraite, ainsi que les veuves et orphelins des agents décédés, restent dans une situation des plus pénibles. Leurs pensions, dont le montant a été fixé d'après les traitements d'une époque où les prix de toutes choses étaient minimes eu égard aux prix actuels, ne leur permettent plus de pourvoir aux nécessités de l'existence. Le Gouvernement estime qu'il est du devoir de l'État de venir en aide à ses vieux serviteurs ainsi qu'à leurs veuves et à leurs orphelins. Tel est le but du projet de loi que, sur les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations.

Par le fait même de l'augmentation des traitements, le sort des agents de l'État qui seront mis à la retraite en 1924 et dans les années suivantes, sera assuré; leurs pensions seront fixées en rapport avec leurs nouveaux traitements. Mais, pour que l'augmentation des traitements produise tous ses effets au point de vue du montant des pensions, il faut que les dispositions de la loi générale du 21 juillet 1844 fixant les maxima des pensions, soient modifiées ou abrogées.

Les agents de l'État qui seront mis à la retraite durant les cinq années qui vont suivre, obtiendraient des pensions dont le montant serait fixé d'après un traitement moyen dans lequel les nouveaux traitements n'interviendraient que pour partie, leurs pensions se rapprocheraient plus ou moins de celles actuellement en cours ; ce serait insuffisant. Il faut assurer pour l'avenir, à ces agents des pensions égales à celles qu'ils auraient obtenues si, durant les années qui ont précédé l'augmentation générale des traitements, ils avaient joui de traitements augmentés dans la mesure décidée par le gouvernement pour tous ses fonctionnaires et employés à raison des nouvelles conditions économiques.

Pour sauvegarder le sort des anciens serviteurs de l'État actuellement à la retraite, la loi devrait leur assurer des pensions égales à celles dont ils jouiraient si leurs derniers traitements avaient été augmentés dans la mesure décidée par le gouvernement ; l'équité, la justice distributive ne peut demander ni plus ni moins.

Les veuves et les orphelins dont les pensions sont payées par des caisses alimentées au moyen de retenues faites sur les traitements des affiliés, sont aussi dans une situation des plus pénibles ; leurs pensions établies d'après les anciens traitements de leurs maris ou de leurs pères, ne sont plus en rapport avec les nécessités de l'existence. L'équité demande que leurs pensions soient augmentées de manière à les mettre à un niveau qui se rapproche de celui qu'atteindront les pensions des veuves des affiliés actuellement en activité de service. Toutes les pensions en cours seront liquidées à nouveau, en supposant fictivement que les traitements, entrant en compte dans le calcul des pensions, ont été augmentés dans la mesure décidée par le gouvernement pour tous les fonctionnaires et employés.

Mais les caisses des veuves et orphelins n'ont pas fait sur les anciens traitements de leurs affiliés des retenues suffisantes pour faire face aux augmentations des pensions qui résulteront des mesures exposées ci-dessus ; elles ne résisteraient pas à une pareille surcharge de leurs obligations. Leur situation financière ne tarderait pas à être compromise. Dans ces circonstances le devoir de l'État est d'intervenir et de prendre à sa charge l'augmentation des pensions à accorder aux veuves et aux orphelins, à raison des contributions prélevées sur les affiliés à une époque antérieure à l'augmentation générale des traitements.

Le calcul des augmentations des pensions à raison d'un accroissement fictif des traitements qui ont servi de base à leur établissement, demandera, en certains cas, un temps plus au moins long. Il importe cependant que les intéressés, dont la plupart sont dans une situation très précaire, obtiennent sans tarder tout au moins une partie des augmentations proposées et qu'à cette fin, le Gouvernement soit autorisé à leur faire des avances à valoir sur les augmentations.

L'article premier du projet de loi modifie quelques dispositions de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, de manière à mettre la loi en harmonie avec les nouvelles conditions

économiques et avec quelques situations spéciales résultant des derniers événements.

L'article 6 de la loi du 21 juillet 1844 n'admet en compte dans la liquidation des pensions les services civils que lorsqu'ils ont été rendus après l'âge de 21 ans accomplis. Il est cependant de nombreux agents qui entrent en fonctions avant l'âge de 19 ans et qui, à cet âge, rendent des services assez sérieux, dont il convient de tenir compte dans la liquidation des pensions. Déjà les lois du 16 mai 1876 et du 18 mai 1912, réglant les pensions des professeurs et des instituteurs communaux, permettent de tenir compte, dans la liquidation des pensions, des services rendus à partir du 1^{er} janvier qui suit l'année dans laquelle l'intéressé est parvenu à l'âge de 19 ans accomplis. Le projet de loi généralise l'admission dans le calcul des pensions civiles des services rendus à partir de l'âge de 19 ans et abroge, en conséquence, les dispositions prérappelées des lois du 16 mai 1876 et du 18 mai 1912.

Durant la campagne de 1914-1918 des jeunes gens n'ayant pas atteint l'âge de 19 ans, ont souscrit un engagement militaire par dévouement au salut du pays. Les services ainsi rendus pourront être comptés dans la liquidation des pensions civiles, au même titre que ceux rendus après l'âge de 19 ans.

De nombreux agents de l'État, et tout spécialement des chemins de fer, ont été emprisonnés ou déportés par les autorités allemandes pour avoir refusé de continuer ou de reprendre leur service. Il est juste que le temps ainsi passé, dans de mauvaises conditions hygiéniques, soit compté double dans la liquidation des pensions des agents qui ont eu le courage de résister aux mauvais traitements de l'ennemi. D'autre part, la loi sur les pensions militaires du 23 novembre 1919 permet de compter double et même triple, dans certains cas, le temps passé aux armées mises sur pied de guerre, à raison des fatigues excessives et de l'usure prématurée que le service, dans ces conditions, entraîne chez de nombreux militaires. Il est équitable que ces services soient aussi comptés pour un temps double ou triple dans le calcul des pensions civiles. Deux dispositions sont ajoutées à cette fin aux littéra A et B de l'article 6.

Le nouveau texte de la première partie du littéra B de l'article 6 reproduit la disposition du paragraphe 2 de l'article premier de la loi du 7 février 1849.

En cas de cumul de deux fonctions l'admission en compte dans la liquidation de la pension des traitements cumulés soulève des objections de la part de la Cour des Comptes. Celle-ci estime qu'il ne faut admettre dans la liquidation qu'un seul traitement. Cette manière de voir qui s'appuie sur une interprétation stricte des termes de la loi, est en opposition avec l'équité. Si une personne peut remplir à la fois deux fonctions, parce que l'une et l'autre ne prennent qu'une partie de son temps, il est juste que, lorsque l'âge de la retraite survient, elle obtienne une pension égale à celle qu'elle recevrait si les deux fonctions ne donnaient lieu qu'à un seul traitement d'un import égal

à la somme des deux traitements réunis. La disposition proposée, comme devant former le premier alinéa de l'article 10 de la loi générale, a pour objet de mettre fin à cette divergence d'opinions.

Aux termes du dernier alinéa de l'article 10 de la loi générale, les remises, tenant lieu de traitement, faites aux fonctionnaires et employés de l'administration des finances ne sont admises qu'à raison des $\frac{3}{4}$ de leur montant, pour former le traitement moyen servant de base à la liquidation des pensions; cette opération ne peut réduire les remises en dessous de 2,000 francs. Le projet de loi substitue à cette somme celle de 4,000 francs. Vu les nouvelles conditions économiques, il n'est pas possible de faire descendre en dessous de cette dernière somme le minimum qui doit servir de traitement pour le calcul de la pension d'un comptable de l'État.

Le maximum des pensions porté à 7,500 francs par la loi du 10 janvier 1886 était devenu insuffisant depuis que le Gouvernement avait été amené en 1911 et 1912, par suite de l'accroissement des profits de toutes les professions, à augmenter de 10 à 20 % la plupart des traitements. Cette situation s'est encore aggravée depuis l'augmentation récente des traitements nécessitée par l'accroissement des prix de toutes choses.

La loi du 21 juillet 1844 fixait à 6,000 francs le maximum des pensions alors que les traitements des fonctionnaires les plus élevés dans les administrations centrales des départements ne dépassaient pas 9,000 francs. La loi du 10 janvier 1886 a fixé ce maximum à 7,500 francs alors que les mêmes traitements ne dépassaient pas 12,000 francs. Maintenant que les traitements sont portés jusque 21,000 francs et même au delà, la nécessité de relever le maximum des pensions dans une mesure considérable apparaît d'une manière évidente. Pour rétablir les rapports admis implicitement dans les lois de 1844 et 1886 entre le maximum des traitements et le maximum des pensions, le projet de loi porte ce dernier à 14,000 francs.

Le maximum ainsi fixé est inférieur aux deux tiers des traitements les plus élevés dans les administrations centrales; c'est plutôt insuffisant alors que si le traitement est moindre la pension peut atteindre les trois quarts de son montant. Le maximum de la pension des comptables est pour des raisons analogues porté à 10,000 francs.

L'article 14 de la loi du 21 juillet 1844 modifiée par celle du 10 janvier 1886 fixe à 300 francs le minimum des pensions. Vu les nouvelles conditions économiques qui ont amené l'augmentation des traitements, ce minimum est trop faible; le projet de loi le porte à 600 francs.

Le maximum de 5,000 francs fixé dans l'article 1^{er} de la loi du 17 février 1849 pour les pensions des membres du clergé du culte catholique romain devient insuffisant ensuite des augmentations des traitements que nécessitent les circonstances. Le projet de loi porte ce maximum à 10,000 francs, le faisant progresser à peu près dans la même mesure que les maxima de l'article 13.

Le temps pendant lequel les membres du clergé rétribués par le Trésor public ont été emprisonnés ou déportés pour avoir refusé d'obéir aux ordres

de l'autorité allemande dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, doit être compté double dans le calcul de leurs pensions à l'instar de ce qui est proposé en faveur des agents civils de l'État se trouvant dans les mêmes conditions. L'article 22 de la loi est complété en ce sens.

La disposition du n° 1 de l'article 34 de la loi du 21 juillet 1844 limite à 5 %, sans pouvoir dépasser une somme annuelle de 500 francs, la retenue sur les traitements au profit des Caisses de veuves et d'orphelins. Cette limitation ne répond plus à la situation, surtout, maintenant, que les traitements sont devenus doubles ou triples de ce qu'ils étaient en 1844. Il est préférable de laisser au Gouvernement, qui arrête les statuts des Caisses, après avoir pris l'avis de leurs conseils, le soin de choisir entre les diverses retenues celles qui répondent le mieux à la situation. Les modifications aux n°s 1 et 7 de l'article 34 sont proposées dans ce but.

Parfois, un affilié à une Caisse de veuves et d'orphelins, quittant l'Administration de l'État, n'est pas en situation de prendre l'engagement de continuer à opérer les versements à la Caisse qu'il faisait sous la forme de retenues sur son traitement. Il perd alors, faute de ressources, tout le bénéfice de ses versements antérieurs. Le nouveau texte, proposé pour l'article 35 de la loi, a pour but de faciliter à l'affilié, démissionné ou démissionnaire, la conservation des avantages résultant de ses contributions antérieures, sans cependant compromettre les intérêts de la Caisse.

L'article 66 de la loi du 23 novembre 1919 sur les pensions militaires dispose expressément qu'une pension militaire d'invalidité peut être cumulée avec le traitement ou la pension afférent à un emploi civil. Mais la loi est muette en ce qui concerne le cumul d'une pension militaire pour ancienneté de service avec un traitement afférent à un emploi civil. Il n'y a pas de raison pour que les pensions de l'espèce puissent être cumulées avec un traitement attaché à un emploi civil au delà des limites autorisées par l'article 47 de la loi générale sur les pensions. Pour mettre fin à toute divergence d'interprétation sur la question, le projet de loi dispose formellement que les articles 46 et 47 de la loi du 21 juillet 1844 sont applicables au cumul d'une pension militaire pour ancienneté de service avec un traitement attaché à un emploi civil.

Les motifs qui ont fait admettre dans la loi du 23 novembre 1919 le cumul des pensions militaires d'invalidité avec un traitement ou une pension afférent à un emploi civil, s'appliquent avec la même force au cumul des pensions, servies par l'État, au veuves des militaires tués ou décédés par suite des blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées dans le service, avec un traitement ou une pension afférent à un emploi civil. Le projet de loi comble la lacune qui existe sous ce rapport dans la loi précitée.

L'accroissement des traitements et l'augmentation des pensions qui en est la conséquence justifient la proposition faite de porter, à l'article 47 de la loi, d'une part, de 1,500 francs à 5,000 francs la somme à concurrence de laquelle un traitement et une pension peuvent être cumulés et, d'autre part, de 1,000 à 4,000 francs la somme à concurrence de laquelle deux pensions peuvent être cumulées.

Le maximum de 4,000 francs fixé pour les pensions des veuves dans l'article 54 de la loi du 21 juillet 1844, alors que les traitements des fonctionnaires les mieux rétribués dans les administrations centrales des départements n'exédaient pas 9,000 francs est devenu insuffisant maintenant que ces traitements atteignent et même dépassent 21,000 francs. Il faut supprimer ce maximum ou le porter à 8,000 francs au moins.

Mais il est à remarquer que les statuts des caisses établissant les pensions d'après le traitement moyen des cinq dernières années favorisent les veuves des affiliés qui ont obtenu dans les dernières années de leur carrière de fortes augmentations de traitement et dont les pensions atteignent ainsi le maximum de 4,000 francs fixé dans la loi. La suppression de ce maximum favoriserait encore davantage les veuves en question au détriment de celles dont les maris sont restés dans des situation modestes. Par contre l'existence de ce maximum dans les caisses où les pensions sont liquidées d'après la moyenne des traitements de toute la carrière soumis aux retenues, ou d'après le montant des retenues, amène des résultats injustes au détriment des veuves dont les maris ont contribué à la caisse pour des sommes qui justifieraient l'octroi de pensions plus élevées.

La limitation de la pension de la veuve à la moitié du traitement du mari, formulée au même article 54, est d'une application peu fréquente et ne se justifie pas à l'égard des caisses où les pensions sont calculées d'après le montant des retenues ou le traitement moyen de toute la carrière.

Dans ces conditions, pour tenir compte des intérêts opposés, les maxima de l'article 54 ne sont abolis qu'à l'égard des caisses où les pensions sont établies d'après la moyenne des traitements de toute la carrière soumis aux retenues ou d'après le montant des retenues.

L'enlèvement à la veuve qui se remarie de tout ou partie de ses droits à la pension du chef des contributions versées à la Caisse par son mari défunt, est injuste et discutable au point de vue de la morale. Les dispositions statutaires autorisant les conseils des caisses à proposer et le Ministre à ordonner une répartition de la pension entre les divers intéressés en cas de nouveau mariage de la veuve sont suffisantes pour sauvegarder les intérêts des enfants du fonctionnaire défunt. En conséquence le projet de loi abroge l'article 55 de la loi du 21 juillet 1844 enlevant à la veuve qui se remarie ses droits à la pension et la loi du 18 décembre 1857 conservant à la veuve sans enfants qui se remarie, la moitié seulement de sa pension.

Les dispositions nouvelles des articles 7 et 22 de la loi du 21 juillet 1844 concernant l'admission dans le calcul des pensions civiles des services militaires rendus aux armées mises sur pied de guerre pour un temps double ou triple de leur durée réelle et pour un temps double de celui pendant lequel le pensionné a été emprisonné ou déporté pour refus d'obéissance aux ordres de l'autorité allemande, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, peuvent recevoir application à l'occasion de pensions déjà liquidées bien que postérieures au 1^{er} août 1914. Il y a lieu de reviser ces pensions.

Il convient également de reviser les pensions en cours auxquelles peuvent s'appliquer le nouveau minimum et les nouveaux maxima établis aux articles 13, 14 et 21 de la loi de 1844. Il importe que les titulaires de ces pensions soient mis sur le même pied que ceux dont les pensions seront liquidées dans l'avenir avec le bénéfice des nouvelles dispositions. L'article 2 du projet de loi contient une disposition en ce sens.

Le Gouvernement a remplacé à partir du 1^{er} octobre 1919 les subventions pour vie chère, par des augmentations des traitements calculées à raison de 25 % du montant de ceux-ci et majorées d'une somme fixe de 1,415 francs pour les traitements de 1,100 francs et plus, puis il a substitué à cette première augmentation, mais seulement à partir du 1^{er} janvier 1920 une augmentation plus forte calculée sur les anciens traitements antérieurs à la première augmentation, à raison de 200 % pour la première tranche de 1,000 francs, de 120 % pour la seconde tranche, de 70 % pour la troisième, de 50 % pour la quatrième et de 30 % pour les sommes au-delà 4,000 francs. En ordonnant la révision des pensions comme il est dit aux articles 3, 4 et 5, le projet de loi assure aux intéressés des pensions égales à celles qu'ils auraient obtenues si leur traitements ou ceux de leurs maris avaient été augmentés jadis dans la mesure décidée. Le Gouvernement ayant accordé les augmentations de traitement à partir du 1^{er} octobre 1919, il est logique de faire courir à partir du même moment les augmentations des pensions.

Le dernier alinéa de l'article 3 a pour objet d'assurer les mêmes avantages aux femmes des agents de l'État actuellement à la retraite dont les pensions ne seront liquidées qu'ultérieurement, au décès de leurs maris.

Les ministres des cultes ont, à côté de leurs traitements servis par l'État, d'autres ressources pour assurer leur existence. Leurs traitements seront augmentés dans une mesure moindre que ceux des fonctionnaires et employés. Dès lors les augmentations de leurs pensions doivent être établies sur des bases réduites. C'est le motif pour lequel l'article 3 du projet de loi établit pour les pensions des ministres des cultes une augmentation fictive des traitements sur une échelle moindre que celle formulée pour les fonctionnaires et les employés.

L'article 4 du projet de loi a pour objet de procurer les mêmes avantages aux agents de l'État dont les pensions seraient liquidées à raison de services rendus les uns avant, les autres après l'augmentation des traitements. Le traitement moyen des cinq dernières années, admis pour la liquidation de la pension, sera formé pour le temps antérieur à l'augmentation générale des traitements, du traitement touché, fictivement majoré d'après les bases générales décidées par le Gouvernement, et, pour le temps postérieur, des nouveaux traitements réellement touchés. Grâce à la fiction, le sort de ces agents et de leurs femmes sera sauvegardé.

L'article 5 du projet de loi contient quelques dispositions spéciales, complétant les règles générales formulées aux deux articles précédents.

Les deux premières dispositions sont nécessaires pour mettre le projet de

loi en harmonie avec les dispositions des statuts des caisses qui règlent la liquidation des pensions. Elles ont notamment pour but d'empêcher que l'augmentation de la pension devant résulter de la majoration fictive du traitement ancien, ne soit absorbée en tout ou en partie par la différence entre le minimum statutaire de la pension et le montant de celle-ci calculée d'après le traitement réel. Ainsi une pension de veuve qui ne serait que de 90 francs d'après le traitement moyen réel, qui aurait été fixée au minimum statutaire de 120 francs et dont le montant, à raison de l'augmentation fictive des traitements atteindrait 270 francs, soit 180 francs en plus, sera portée à $(120 + 180) = 300$ francs.

La disposition a également pour objet de limiter l'augmentation d'une pension ayant atteint le maximum fixé dans l'article 54 de la loi, à la somme résultant de l'augmentation fictive des traitements anciens, sans qu'il soit rien changé au montant de la pension initiale. Ainsi une pension de veuve qui aurait été fixée à 5,000 francs s'il n'y avait pas le maximum de 4,000 francs et dont le montant à raison de l'augmentation fictive des traitements atteindrait 8,000 francs, soit 3,000 de plus, sera portée à $(4,000 + 3,000) = 7,000$ francs.

La seconde disposition de l'article 5 règle la manière de calculer les augmentations des pensions lorsque celles-ci ont été liquidées d'après le traitement moyen de toute la carrière ou d'après le montant des retenues. Cette disposition est nécessaire pour sauvegarder les intérêts des veuves dont les pensions sont établies sur les bases en question.

Il est indispensable que les statuts des caisses des veuves et orphelins soient modifiés de manière à assurer aux veuves des pensions en harmonie avec les traitements dont auront joui leurs maris et de manière à ce que les caisses réunissent les ressources nécessaires pour faire face aux augmentations des charges qui en résulteront. Le Gouvernement veillera à ce que les mesures nécessaires soient prises à cet effet dans les caisses dont il a la haute administration.

D'après les statuts de la caisse des veuves et orphelins des ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes, les pensions de ces agents et de leurs veuves sont calculées d'après le salaire moyen des trois dernières années. L'alinéa 3 de l'article 5 du projet de loi décide en conséquence que les augmentations des pensions seront calculées d'après cette base.

Les fonctionnaires et employés des chemins de fer du Grand Central belge et de la Flandre occidentale, ainsi que leurs veuves, qui jouissent de rentes viagères servies par les caisses d'assurance et de retraite établies pour les agents de ces chemins de fer, obtiendront des augmentations de leurs rentes viagères en vertu de la disposition générale de l'article 3 du projet, comme les autres agents de l'Etat et les veuves de ceux-ci. Mais la disposition générale de l'article 3 ne s'applique pas aux agents de ces chemins de fer et à leurs veuves qui ont reçu un patrimoine tenant lieu de pension. Les deux derniers alinéas de l'article 5 du projet règlent les conditions dans lesquelles ces derniers obtiendront une rente viagère correspondante à l'augmentation

du traitement que l'agent aurait obtenue par l'application du barème général des augmentations des traitements admis par le Gouvernement et indiqué à l'alinéa antépénultième de l'article 3 du projet de loi. La réserve formulée à la fin de l'alinéa de l'article 5 a pour but d'empêcher que les agents qui ont reçu un patrimoine ne soient mieux traités que ceux dont le patrimoine a été remplacé par une rente viagère.

Les statuts des caisses d'assurances et de retraite des fonctionnaires et employés repris du Grand central belge et des Chemins de fer de la Flandre occidentale prévoient le paiement, dans certains cas, aux anciens agents et à leurs veuves, d'un capital au lieu d'une rente viagère. La disposition finale de l'article 5 du projet de loi défend que l'augmentation de pension soit convertie en un capital. L'augmentation des pensions est destinée à assurer l'existence journalière des intéressés; il importe qu'elle ne soit pas changée en un capital qui serait aisément perdu ou dissipé.

Les caisses de pensions alimentées par des retenues sur les traitements ne sont pas en situation de faire face aux charges résultant pour elles des accroissements des traitements, accroissements qui ont pour résultat de faire augmenter les pensions dans une mesure imprévue. Il leur est possible de se procurer par un accroissement des retenues les sommes nécessaires pour payer les augmentations des pensions à raison des services à venir, postérieurs à l'augmentation du barème des traitements; mais elles ne sont pas en situation de réunir les ressources nécessaires pour faire face à la partie des nouvelles charges de pensions, se rapportant aux années antérieures à l'augmentation du barème.

Le premier alinéa de l'article 6 tout en laissant aux caisses l'obligation de payer les augmentations de pensions au même titre que la pension elle-même, autorise l'État à intervenir par voie de subsides pour décharger les caisses de la partie des augmentations de pensions se rapportant aux services rendus antérieurement à l'augmentation générale des traitements.

Les provinces et les communes interviennent avec l'État dans les charges résultant des pensions des membres du personnel de l'enseignement et des secrétaires communaux, ainsi que de leurs veuves et de leurs orphelins. Il est juste qu'elles interviennent aussi dans les charges résultant des augmentations de ces pensions. Les deux derniers alinéas de l'article 6 répartissent les charges nouvelles dans les proportions établies pour les charges anciennes.

Les articles 7, 8 et 9 du projet de loi concernent les pensions des militaires et celles de leurs veuves et de leurs orphelins. Ces pensions ne sont pas calculées, comme les pensions civiles, d'après le montant du traitement et la durée des services, mais d'après le grade et la durée des services dans le grade. L'accroissement des traitements militaires n'entraîne donc pas un accroissement correspondant des pensions.

Les pensions pour ancienneté de service établies dans les lois des 24 et 25 mai 1912, n'ont pas encore été augmentées à raison des nouvelles conditions économiques. En conséquence, l'article 7 du projet de loi augmente

ces pensions dans des proportions variant d'après le grade de manière que les augmentations se rapprochent de celles qui résultent pour les pensions civiles des dispositions des articles précédents.

Le premier alinéa de l'article 8 du projet de loi a pour objet d'appliquer aux anciens pensionnés le bénéfice des dispositions prises pour l'avenir par la loi du 23 novembre 1919 en faveur des militaires pensionnés qui sont incapables de se mouvoir ou de se conduire ou d'accomplir les actes essentiels de la vie et se trouvent obligés de recourir d'une manière constante aux soins d'une tierce personne.

La loi du 23 novembre 1919 a établi un nouveau barème des pensions pour les veuves des militaires morts par blessures ou suites de blessures ou d'accidents éprouvés par le fait du service. Le dernier alinéa de l'article 8 du projet de loi porte aux mêmes taux les pensions et secours à charge de l'État déjà accordés aux veuves et orphelins des militaires.

L'article premier de la loi du 27 mai 1870 ne permet pas au Gouvernement de choisir parmi les retenues qu'elle autorise sur les traitements des officiers au profit de la caisse des veuves et orphelins, celles qu'il convient d'établir. Le nouveau texte proposé dans le premier alinéa de l'article 9 du projet de loi élargit quelque peu la faculté pour le Gouvernement de les choisir au mieux des intérêts engagés.

Les nouvelles conditions économiques qui ont amené le Gouvernement à proposer la revision des pensions des veuves des fonctionnaires et employés de l'État, nécessitent également l'augmentation des pensions des veuves des militaires. Ces pensions sont déterminées d'après le grade du mari et non d'après le traitement de celui-ci et la durée de sa contribution à la caisse des veuves. L'article 9 du projet de loi détermine en conséquence à quelles sommes seront portées les pensions existantes; ces sommes sont plutôt supérieures à celles que justifieraient les augmentations des traitements des militaires si celles-ci étaient établies conformément au barème général des augmentations des traitements des fonctionnaires et employés prévu à l'article 3 du projet de loi. Les pensions des veuves des militaires seront donc augmentées dans une mesure au moins aussi large que les pensions des veuves des fonctionnaires et employés de l'État.

Quant aux pensions et parts de secours qui seront liquidées ultérieurement, elles seront augmentées dans les mêmes proportions, si la contribution à la caisse a pris fin avant le 1^{er} octobre 1919. Si elle a continué postérieurement à cette date, l'augmentation sera calculée seulement à raison du grade occupé au 1^{er} octobre 1919 et en proportion du temps de contribution à la caisse écoulé avant le 1^{er} octobre 1919 par rapport à celui écoulé depuis cette date. Les intérêts des veuves se rapportant aux services rendus par leurs maris antérieurement au 1^{er} octobre 1919 sont ainsi complètement sauvegardés.

Les augmentations des pensions et des parts de secours seront payées par la caisse des officiers de l'armée et par la caisse de secours de la gen-

darmerie. Des subsides de l'État indemniseront les caisses de ces nouvelles charges.

Un grand nombre des pensions en cours pourront être revisées rapidement; il en est cependant qui ne le seront qu'après un certain temps. Il importe d'arriver promptement en aide aux intéressés dont, pour la plupart, la pension constitue la principale, si pas l'unique ressource. L'article 10 du projet de loi autorise le Gouvernement à leur faire des avances à valoir sur les augmentations de leurs pensions.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

(12)

Projet de loi sur les pensions.**ALBERT,****ROI DES BELGES,****A tous présents et à venir, Salut.****Sur la proposition de Notre Ministre
des Finances,****NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

Notre Ministre des Finances est chargé
de présenter, en Notre Nom, aux Cham-
bres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont ap-
portées à la loi du 21 juillet 1844, sur
les pensions civiles et ecclésiastiques :

L'âge de 19 ans, pour l'admission des
services dans la liquidation des pensions,
est substitué à celui de 21 ans au li-
tera A de l'article 6 de la loi.

Le dernier alinéa de l'article 7 de la
loi du 16 mai 1876 et l'article 6 de la
loi du 18 mai 1912, sur les pensions
des professeurs et des instituteurs com-
munaux, sont abrogés.

La disposition suivante est ajoutée au
littera A de l'article 6 :

« Sera compté double, le temps
» pendant lequel les magistrats, fonc-
» tionnaires et employés ont été empri-
» sonnés ou déportés pour refus d'obéis-

Wetsontwerp op de pensioenen.**ALBERT,****KONING DER BELGEN,****Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.****Op voorstel van Onzen Minister van
Financiën,****WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Financiën wordt
er toe gemachtigd, in Onzen Naam, aan
de Wetgevende Kamers het wetsontwerp
voor te leggen, waarvan de inhoud
volgt.

ARTIKEL EÉN.

In de wet van 21 Juli 1844, op de
burgerlijke en geestelijke pensioenen
worden de volgende wijzigingen ge-
bracht :

De leeftijd van 19 jaar, voor de toe-
lating der diensten bij de verevening
der pensioenen, vervangt dien van
21 jaar onder letter A van artikel 6 der
wet.

Het laatste lid van artikel 7 der wet
van 16 Mei 1876 en artikel 6 der wet
van 18 Mei 1912, op de pensioenen der
gemeenteprofessoren en onderwijzers,
worden opgeheven.

Aan littera A van artikel 6 wordt de
volgende bepaling toegevoegd :

« Wordt dubbel gerekend, de tijd
» gedurende denwelken de magistraten,
» ambtenaars en beambten hebben ge-
» vangen gezeten of zijn gedeporteerd

» sance aux ordres de l'autorité alle-
 » mande, dans l'exercice ou à l'occasion
 » de l'exercice de leurs fonctions ».

Le *littera B* du même article est rédigé comme suit :

« Les services militaires effectifs pour
 » le temps de la présence réelle au corps
 » à partir de l'âge de 19 ans révolus.
 » Le temps de présence réelle au corps,
 » passé aux armées mises sur pied de
 » guerre, sera compté double ou triple
 » d'après les règles établies pour l'ob-
 » tention de la pension militaire pour
 » ancienneté de service.

» Toutefois, l'âge ci-dessus de 19 ans
 » est remplacé par celui de 16 ans en
 » ce qui concerne les services militaires
 » effectifs rendus durant la campagne
 » 1914-1918. »

La disposition suivante formera le premier alinéa de l'article 10 de la loi :

« En cas de cumul de deux ou plu-
 » sieurs fonctions, les traitements cumu-
 » lés entreront en compte dans la liqui-
 » dation de la pension ».

Le minimum de 2,000 francs en dessous duquel les remises des fonctionnaires et employés de l'administration des finances ne peuvent être réduites, prévu au dernier alinéa du même article est porté à 4,000 francs.

Les maxima des pensions fixés à 7,500 et 5,250 francs dans l'article 13 de la loi sont portés à 14,000 et 10,000 francs.

Le minimum de 300 francs fixé à l'article 14 de la loi, est porté à 600 francs.

» geweest wegens weigering om, in de
 » uitoefening of ter gelegenheid van de
 » uitoefening hunner betrekking, aan
 » de bevelen der Duitsche overheid te
 » gehoorzamen. »

Littera *B* van het zelfde artikel wordt als volgt opgesteld :

« B. De werkelijke militaire diensten
 » voor den tijd der wezenlijke tegen-
 » woordigheid bij het korps met ingang
 » van den vollen 19 jarigen leeftijd. De
 » tijd der wezenlijke tegenwoordigheid
 » bij het korps, doorgebracht bij de op
 » oorlogsvoet gebrachte legers, wordt
 » dubbel of drievoudig gerekend, vol-
 » gens de regelen gesteld ter bekoming
 » van het militair pensioen, wegens
 » dienst ancienniteit.

» Evenwel wordt de bovenstaande
 » ouderdom van 19 jaar vervangen door
 » dien van 16 jaar wat betreft de wer-
 » kelijke militaire diensten bewezen
 » tijdens den veldtocht 1914-1918. »

De volgende bepaling zal het eerste lid van artikel 10 der wet uitmaken :

« Ingeval twee of meer betrekkingen
 » samen worden uitgeoefend, komen de
 » samengevoegde jaarwedden voor de
 » verevening van het pensioen in aan-
 » merking. »

Het minimum van 2,000 frank, waarbeneden de percentsgewijze bezoldiging der ambtenaars en beambten van het Beheer van Financiën niet mag dalen, voorzien in het laatste lid van hetzelfde artikel, wordt op 4,000 frank gebracht.

De in artikel 13 der wet op 7,500 en 5,250 frank gestelde pensioenmaxima worden op 14,000 et 10,000 frank gebracht.

Het in artikel 14 der wet gestelde minimum van 300 frank wordt op 600 frank gebracht.

Le maximum de 5,000 francs fixé dans l'article 21 de la loi sur les pensions des membres du clergé du culte catholique romain est porté à 10,000 francs.

La disposition suivante est ajoutée au premier alinéa de l'article 22 de la loi :

« Sera compté double le temps pendant lequel les membres du clergé rétribués par le Trésor public ont été emprisonnés ou déportés pour refus d'obéissance aux ordres de l'autorité allemande dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ».

Le n° 1 et le premier alinéa du n° 7 de l'article 34 de la loi sont rédigés comme suit :

« 1° Retenue proportionnelle sur les traitements et suppléments de traitement, sur les remises et les émoluments ; 7° Retenue sur les traitements et suppléments de traitement équivalente au montant d'une année au moins de la pension éventuelle des veuves ».

L'article 35 de la loi est remplacé par la disposition suivante :

« Les femmes et les enfants mineurs des magistrats, fonctionnaires et employés démissionnés ou démissionnaires après quinze années de participation à la caisse, conservent les droits éventuels à la pension résultant de la participation de l'affilié au moment de la démission.

« Si l'affilié démissionné ou démissionnaire souscrit l'engagement, dans le délai qui sera assigné, de continuer les versements à la caisse et opère ces versements, la pension de

Het in artikel 21 der wet, voor de pensioenen der leden van den Rooms-katholiek eeredienst, gestelde maximum van 5,000 frank wordt op 10,000 frank gebracht.

Aan het eerste lid van artikel 22 der wet wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« Wordt dubbel gerekend, de tijd gedurende denwelken de door de openbare Schatkist bezoldigde leden der geestelijkheid hebben gevangen gezeten of zijn gedeporteerd geweest wegens weigering om, in de uitoefening of ter gelegenheid van de uitoefening hunner betrekking, aan de bevelen der Duitsche overheid te gehoorzamen ».

N° 1 en het eerste lid van n° 7 van artikel 34 der wet worden als volgt opgesteld :

« 1° De evenredige korting op de wedden en bijwedden, op de percentsgewijze bezoldigingen en de emolumenten ; 7° Korting op de wedden en bij wedden, gelijk aan het bedrag van ten minste een jaar van het eventueel pensioen der weduwen ».

Artikel 35 der wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De vrouwen en de minderjarige kinderen der na vijftien jaar deelneming aan de kas ontslagen of ontslagnemende magistraten, ambtenaars en beambten, behouden hunne mogelijke rechten op het pensioen, spruitende uit de deelneming van den aangeslotene op het oogenblik van het ontslag.

« Bijaldien de ontslagen of ontslagnemende aangeslotene, binnen het tijdsbestek dat zal worden aangewezen, de verbintenis onderschrijft de stortingen in de kas voort te zetten

» la femme et celle des enfants sera
 » éventuellement réglée en tenant
 » compte de la prolongation de la
 » participation.

» Lorsque l'affilié n'a pas quinze
 » années de participation à la caisse au
 » moment de sa démission, l'engage-
 » ment ci-dessus 'peut être souscrit
 » pour un temps limité au nombre
 » d'années nécessaires pour que la
 » participation atteigne une durée de
 » quinze ans. »

Les articles 46 et 47 de la loi sont rendus applicables au cumul d'une pension militaire pour ancienneté de service avec un traitement afférent à un emploi civil.

Les pensions des veuves des militaires tués ou décédés par suite de blessures reçues ou de maladie contractée ou aggravée durant le service et par le fait du service, sont assimilées aux pensions militaires d'invalidité au point de vue de leur cumul avec un traitement ou une pension afférent à un emploi civil.

Les sommes de 1,500 et de 1,000 francs indiquées à l'article 47 de la loi, concernant le cumul des traitements et des pensions, sont portées à 5,000 et 4,000 francs.

L'article 54 de la loi, fixant les maxima des pensions des veuves et orphelins, est abrogé à l'égard des caisses où les pensions sont liquidées d'après la moyenne des traitements de toute la carrière soumis aux retenues ou d'après le montant des retenues perçues sur les traitements et les pensions.

L'article 55 de la loi enlevant à la veuve qui se remarie ses droits à la

» en die stortingén doet, wordt het
 » pensioen der vrouw en dat der kin-
 » deren desvoorkomend geregeld met
 » inachtneming van de verlenging der
 » deelneming.

» Telt op het oogenblik van zijn
 » ontslag de aangeslotene geen vijftien
 » jaar deelneming aan de kas, zoo kan
 » bovenvermelde verbintenis worden
 » onderschreven vooreenen tijd beperkt
 » tot het getal jaren benoodigd opdat
 » de deelneming eenen duur van vijftien
 » jaar bereike ».

Artikelen 46 en 47 der wet worden van toepassing gemaakt op de cumulatie van een militair pensioen wegens dienst-ancienniteit, met eene aan een burgerlijke betrekking verbonden jaarwedde.

De pensioenen der militairen, die gesneuveld zijn of overleden ten gevolge van verwondingen bekomen of ziekte opgedaan en verergerd tijdens den dienst of op grond van den dienst, worden met de militaire invaliditeitspensioenen gelijkgesteld uit het oogpunt hunner cumulatie met eene jaarwedde of een pensioen verbonden aan een burgerlijke betrekking.

De sommen van 1,500 en 1,000 frank aangeduid onder artikel 47 der wet, betreffende cumulatie der jaarwedden en der pensioenen, worden op 5,000 en 4,000 frank gebracht.

Artikel 54 der wet, houdende bepaling van de maxima van de pensioenen der weduwen en weezen, wordt opgeheven ten aanzien der kassen waarbij de pensioenen worden verevend volgens de middelsom der jaarwedden van gansch de loopbaan, die aan korting onderworpen zijn, of volgens het bedrag der kortingen geheven van de jaarwedden en van de pensioenen.

Worden opgeheven : artikel 55 der wet, waarbij de weduwe, die hertrouwt,

pension et la loi du 18 décembre 1857 conservant à la veuve sans enfant, qui se remarie, la moitié seulement de sa pension, sont abrogés.

ART. 2.

Les pensions ayant pris cours avant la mise en vigueur de la présente loi, seront revisées, avec jouissance à partir du 1^{er} octobre 1919, en tenant compte des dispositions nouvelles ajoutées aux articles 6 et 22 de la loi du 21 juillet 1844, concernant les services militaires rendus depuis le 1^{er} août 1914 et le temps d'emprisonnement ou de déportation pour refus d'obéissance aux ordres des autorités allemandes, ainsi que des nouveaux maxima et du nouveau minimum établis dans les articles 13, 14, et 21 de la dite loi.

ART. 3.

Seront revisées avec jouissance à partir du 1^{er} octobre 1919, les pensions servies à cette date :

par le Trésor public aux magistrats, fonctionnaires et employés, au personnel de l'enseignement, aux ministres des cultes et aux fonctionnaires et employés des chemins de fer concédés repris par l'Etat, ainsi qu'à leur veuves et à leurs orphelins ;

par les caisses des veuves et des orphelins établies en exécution de la loi du 21 juillet 1844 ;

par la caisse des ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes et

par la caisse de prévoyance des secrétaires communaux.

L'augmentation des pensions sera

van hare rechten op pensioen wordt verstoken en de wet van 18 December 1857, waarvolgens de kinderlooze weduwe, die hertrouwt, slechts de helft van haar pensioen behoudt.

ART. 2.

De pensioenen, die zijn ingegaan vóór het in werking treden dezer wet, zullen worden herzien, met ingentreding van den 1^o October 1919 af, gelet op de aan artikelen 6 en 22 der wet van 21 Juli 1844 toegevoegde nieuwe bepalingen betreffende de sedert den 1^o Augustus 1914 bewezen militaire diensten en den tijd in gevangenis of in deportatie doorgebracht wegens weigering van aan de duitsche overheid te gehoorzamen, alsmede de nieuwe maxima en het nieuwe minimum gesteld in de artikelen 13, 14 en 21 van gemelde wet.

ART. 3.

Zullen worden herzien, met ingentreding van den 1^o October 1919 af, de pensioenen die op dien datum worden betaald :

door de openbare Schatkist aan de magistraten, ambtenaars en beambten, aan het personeel van het onderwijs, aan de bedienaars der eerediensten en aan de ambtenaars en beambten van de door den Staat genaaste vergunde spoorwegen, alsmede aan hunne weduwen en weezen ;

door de kassen voor weduwen en weezen ingesteld in uitvoering der wet van 21 Juli 1884 ;

door de kas der arbeiders van de spoorwegen, posten en telegrafen en

door de voorzorgskas der gemeentesecretarissen.

De verhooging der pensioenen zal

calculée sur la base du dernier traitement ou du traitement moyen des cinq dernières années admis pour le règlement de la pension initiale, fictivement majorée pour la première tranche de 1,000 francs de 200 %, pour la seconde tranche de 120 %, pour la troisième tranche de 70 %, pour la quatrième tranche de 50 %, et de 30 % pour la partie du traitement excédant 4,000 francs. En ce qui concerne les traitements des ministres des cultes les tranches seront de 500 francs et l'augmentation sera de 30 % pour la partie des traitements excédant 2,000 francs.

Seront augmentées sur les mêmes bases les pensions qui ont pris ou prendront cours postérieurement au 1^{er} octobre 1919 et dans la liquidation desquelles n'interviennent que des traitements antérieurs à la mise en vigueur du nouveau barème de traitements établi après le 31 décembre 1918.

ART. 4.

Les pensions qui ont pris ou prendront cours postérieurement à une augmentation de traitement accordée par application d'un nouveau barème mis en vigueur après le 31 décembre 1918, seront augmentées avec jouissance au plus tôt à partir du 1^{er} octobre 1919 à raison d'une majoration fictive des traitements anciens, calculée comme il est dit au second alinéa de l'article 3.

Les majorations fictives des traitements ne pourront entrer en compte dans la liquidation des pensions que pour le temps antérieur au 1^{er} janvier 1921.

Pour les pensions dans la fixation desquelles interviendront des traite-

worden berekend op grond der laatste jaarwedde of der gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren aangenomen voor de regeling van het oorspronkelijk pensioen, denkbeeldig verhoogd voor de eerste schijf van 1,000 frank met 200 t. h., voor de tweede schijf met 120 t. h., voor de derde schijf met 70 t. h., voor de vierde schijf met 50 t. h. en met 30 t. h. voor het gedeelte der jaarwedde dat 4,000 frank overtreft. Wat de wedden der bedienaars van den eeredienst betreft, bedragen de schijven 500 frank en is de verhooging 30 t. h. voor het gedeelte der wedden, dat 2,000 frank overtreft.

Worden volgens dezelfde grondslagen verhoogd de pensioenen die aanvang hebben genomen of zullen nemen na den 1^{en} October 1919 en voor de verevening waarvan slechts jaarwedden in aanmerking komen, dagteekenend van vóór de inwerkingtreding van den na 31 December 1918 gevestigden nieuwen-rooster der jaarwedden.

ART. 4.

De pensioenen, die aanvang hebben genomen of zullen aanvang nemen na eene verhooging van jaarwedde verleend bij toepassing van een nieuwen rooster in werking getreden na 31 December 1918, worden verhoogd, met ingentreding ten vroegste van 1 October 1919 af, op grond eener denkbeeldige verhooging der voormalige jaarwedden, berekend zooals gemeld in het tweede lid van artikel 3.

De denkbeeldige verhoogingen van jaarwedden mogen bij de verevening der pensioenen slechts gelden voor den tijd die aan den 1^{en} Januari 1921 voorafgaat.

Voor de pensioenen bij de bepaling waarvan jaarwedden in aanmerking ko-

ments dont le barème aura fait l'objet d'une première augmentation postérieure au 31 décembre 1918 et ensuite d'une seconde antérieure au 1^{er} janvier 1921, les majorations fictives des traitements seront calculées sur les anciens traitements antérieurs à la première augmentation du barème. Le traitement fictif pour le temps écoulé entre la première et la seconde augmentation du barème sera égal à celui résultant de l'application des nouvelles bases au traitement antérieur à la première augmentation du barème, sans pouvoir être inférieur au traitement réellement touché.

ART. 5.

Par dérogation aux règles générales formulées aux articles 3 et 4 ci-dessus :

Pour les pensions des veuves et des orphelins liquidées d'après le traitement moyen des cinq dernières années de contribution de l'affilié, les augmentations seront calculées sur le montant de la pension, abstraction faite du minimum ou du maximum prévu par la loi ou les statuts, proportionnellement à l'accroissement fictif du traitement moyen des cinq dernières années établi comme il est dit au 2^d alinéa de l'article 3 et au dernier de l'article 4 mis en rapport avec le dit traitement moyen. Si dans la composition du traitement moyen des cinq dernières années il entre des traitements postérieurs à l'augmentation du barème, l'augmentation de la pension sera calculée d'après l'accroissement fictif des traitements anciens entrant dans la composition du traitement moyen, mis en rapport avec

men waarvan de rooster het voorwerp uitmaakte eener eerste verhooging na 31 December 1918 en vervolgens eener tweede die aan den 1ⁿ Januari 1921 voorafgaat, worden de denkbeeldige verhoogingen der jaarwedden berekend op de voormalige jaarwedden dagteekenend van vóór de eerste verhooging van den rooster. De denkbeeldige jaarwedde voor den tijd verlopen tusschen de eerste en de tweede verhooging van den rooster, moet gelijk zijn aan die voortvloeiende uit de toepassing der nieuwe grondslagen op de jaarwedde dagteekenend van vóór de eerste verhooging van den rooster, zonder beneden de werkelijk getrokken jaarwedde te mogen zijn.

ART. 5.

Met afwijking van de algemeene regelen in de bovenstaande artikelen 3 en 4 neergelegd :

Worden voor de pensioenen der weduwen en der weezen verevend naar de gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren van bijdrage van den aangeslotene, de verhoogingen berekend op het bedrag van het pensioen, afgezien van het minimum of van het maximum voorzien bij de wet of bij de standregelen, naar verhouding van het fictief accres van de gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren vastgesteld zooals gemeld in het tweede lid van artikel 3 en in het laatste van artikel 4 in verband gebracht met bedoelde gemiddelde jaarwedde. Komen in de samenstelling der gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren, jaarwedden in aanmerking dagteekenend van na de verhooging van den rooster dan wordt de verhooging van het pensioen berekend volgens het fictief accres der voormalige jaarwedden, die tot de

le montant des traitements formant le dit traitement moyen.

Pour les pensions des veuves et des orphelins dont le montant est établi d'après la moyenne des traitements de toute la carrière soumis aux retenues ou d'après le montant des retenues perçues, les augmentations seront calculées sur le montant de la pension, abstraction faite de tout minimum ou de tout maximum, proportionnellement à une somme égale à l'accroissement fictif des traitements anciens établis comme il est dit au second alinéa de l'article 3 et au dernier de l'article 4 mis en rapport avec le montant des traitements touchés.

Pour les augmentations des pensions servies par la Caisse des ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes les traitements ou le traitement moyen des cinq dernières années prévues aux articles précédents et à l'article 6, sont remplacés par les salaires ou le salaire moyen des trois dernières années.

Les fonctionnaires et employés des chemins de fer du Grand Central belge et de la Flandre occidentale qui ont cessé leurs services postérieurement à la reprise de ces chemins de fer par l'État et ont reçu des caisses d'assurance et de retraite instituées par les arrêtés royaux du 30 juin 1898 et du 31 décembre 1907, un patrimoine tenant lieu de pension, obtiendront une rente viagère à la charge de l'État. La rente sera égale à l'accroissement, d'après les règles formulées aux articles précédents, de la pension qu'ils auraient obtenue à raison des services rendus à la compagnie et à l'État et d'après les règles légales en matière de pensions. Toutefois elle ne pourra être

samenstelling van de gemiddelde jaarwedde, in aanmerking komen, in verband gebracht met het bedrag der jaarwedden, die gemelde gemiddelde jaarwedde uitmaken.

Worden voor de pensioenen der weduwen en der weezen, waarvan het bedrag wordt vastgesteld volgens de middelsom der jaarwedden van gansche loopbaan, die aan korting onderworpen zijn of volgens het bedrag der geheven kortingen, de verhoogingen berekend op het bedrag van het pensioen, afgezien van alle minimum of van alle maximum, in verhouding tot eene som gelijk aan het fictief accres der voormalige jaarwedden bepaald zooals gemeld in het tweede lid van artikel 3 en in het laatste van artikel 4 in verband gebracht met het bedrag der getrokken jaarwedden.

Voor de verhoogingen der pensioenen uitgekeerd door de kas der arbeiders van de spoorwegen, posterijen en telegraphen, worden de jaarwedden of de gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren, voorzien in de vorige artikelen en in artikel 6, vervangen door de loonen of het gemiddeld loon over de drie laatste jaren.

De ambtenaren en beambten der spoorwegen van den Grand Central belge en van West-Vlaanderen die hunne diensten hebben gestaakt na de naasting dezer spoorwegen door den Staat, en die van de verzekerings- en pensioenkasen, ingesteld bij de Koninklijke besluiten van 30 Juni 1898 en van 31 December 1907, eene vaste som hebben ontvangen welke het pensioen vervangt, zullen ten laste van den Staat eene lijfrente verkrijgen. De rente zal gelijk zijn aan het accres, naar de regelen in de vorige artikelen uiteengezet, van het pensioen dat zij zouden verworven hebben op grond der diensten aan de maatschappij en aan den Staat

supérieure à celle qui aurait été établie, conformément aux dispositions des arrêtés royaux du 30 juin 1898 et du 31 décembre 1907 sur un patrimoine dont le montant aurait été calculé d'après la majoration fictive du traitement de l'agent indiqué à l'article 3 ci-dessus

Les veuves des fonctionnaires et employés des chemins de fer du Grand Central belge et de la Flandre occidentale restés en service et décédés postérieurement à la reprise de ces chemins de fer par l'Etat, qui ont reçu des caisses d'assurance et de retraite instituées par les arrêtés royaux du 30 juin 1898 et du 31 décembre 1907, un patrimoine, obtiendront une rente viagère à la charge de l'Etat. La rente sera égale à l'accroissement, d'après les règles formulées aux articles précédents, de la pension que la veuve aurait obtenue, si l'agent avait été affilié à la caisse des veuves et orphelins du Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes durant le temps qu'il a passé au service de la compagnie et de l'Etat.

Les augmentations des pensions accordées aux fonctionnaires et employés des chemins de fer concédés repris par l'Etat, ainsi, qu'à leurs veuves et à leurs orphelins, ne peuvent être converties en un capital ou une rente viagère à capital réservé.

ART. 6.

Les caisses de pensions mentionnées à l'article 3 paieront à leurs pensionnaires les augmentations de pensions déterminées aux articles précédents;

bewezen, en naar de wettelijke regelen in zake pensioenen. Zij mag evenwel niet hooger zijn dan diegene welke overeenkomstig de voorschriften der Koninklijke besluiten van 30 Juni 1898 en van 31 December 1907 zou gevestigd geweest zijn volgens eene vaste som, waarvan het bedrag berekend zou geworden zijn naar het in artikel 3 hierboven aangeduid fictief accres der jaarwedde van den agent.

De weduwen der ambtenaren en beambten der spoorwegen van den Grand Central belge en van West-Vlaanderen in dienst gebleven en overleden na de naasting dezer spoorwegen door den Staat, die van de verzekerings- en pensioenkassen bij de Koninklijke besluiten van 30 Juni 1898 en 31 December 1907 ingesteld eene vaste som ontvangen hebben, zullen ten laste van den Staat eene lijfrente verkrijgen. De rente zal gelijk zijn aan het accres, naar de regelen in de vorige artikelen uiteengezet, van het pensioen dat de weduwe zou verworven hebben, indien de agent ware aangesloten geweest bij de kas voor weduwen en weezen van het Ministerie van Spoorwegen, Posten en Telegrafen, gedurende den tijd dien hij ten dienste van de maatschappij en van den Staat heeft doorgebracht.

De verhoogingen der pensioenen verleend aan de ambtenaars en beambten van de door den Staat genaaste vergunde spoorwegen, alsmede aan hunne weduwen en aan hunne weezen, kunnen niet omgezet worden in een kapitaal of in eene lijfrente met voorbehouden kapitaal.

ART. 6.

De in artikel 3 vermelde pensioenkassen betalen aan hunne gepensioneerden de pensioensverhoogingen in de vorige artikelen bepaald; de Staat

L'État les en indemniserà par voie de subsides. Pour les pensions qui sont liquidées d'après le traitement moyen des cinq dernières années et qui ont pris cours dans les conditions prévues à l'article 4 l'État remboursera, par voie de subsides, une partie de la pension calculée pour chaque année de contribution à la caisse antérieure à l'établissement du nouveau barème des traitements, à raison de 1,20 % d'une quotité du traitement moyen des cinq années qui ont précédé l'établissement du nouveau barème calculée comme il est dit au second alinéa de l'article 3.

Toutefois, les pensions révisées des membres du personnel de l'enseignement et de leurs veuves et orphelins dont les charges incombent à l'État, aux provinces et aux communes seront réparties d'après les bases proportionnelles admises lors de la liquidation des pensions initiales.

Les sommes payées par la Caisse de prévoyance des secrétaires communaux à ses pensionnaires en exécution des articles qui précèdent seront remboursées sous forme de subsides par l'État, les provinces et les communes dans les proportions respectives de deux septièmes, un septième et quatre septièmes, conformément aux proportions indiquées dans l'article 4 de la loi du 30 mars 1861, modifiée par la loi du 25 avril 1908 pour la fixation de leurs subsides à la caisse.

ART. 7.

Les pensions militaires existantes et concédées en vertu des dispositions antérieures à la loi du 23 novembre 1919 sont majorées dans les proportions suivantes d'après le grade et les

stelt ze deswege schadeloos door middel van toelagen. Voor de pensioenen die verevend worden naar de gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren en die aanvang namen in de bij artikel 4 voorziene voorwaarden, betaalt de Staat, door middel van toelagen, een gedeelte terug van het pensioen berekend voor elk jaar waaromtrent tot de kas is bijgedragen voor het invoeren van den nieuwen rooster der jaarwedden, op grond van 1,20 % van een gedeelte van de gemiddelde jaarwedde over de vijf jaren die aan het invoeren van den nieuwen rooster voorafgingen, berekend zooals gemeld in het tweede lid van artikel 3.

Nochtans worden de herziene pensioenen der leden van het personeel van het onderwijs en hunner weduwen en weezen, waarvan de last door den Staat, de provinciën en de gemeenten wordt gedragen, omgeslagen naar de evenredige grondslagen aangenomen bij de verevening der oorspronkelijke pensioenen.

De sommen door de voorzorgskas der gemeentesecretarissen in uitvoering der vorige artikelen betaald, worden onder den vorm van toelagen door den Staat, de provinciën en de gemeenten teruggegeven onderscheidelijk naar verhouding van twee zevenden, een zevende en vier zevenden, overeenkomstig de verhoudingen aangeduid in artikel 4 der wet van 30 Maart 1861, gewijzigd bij de wet van 25 April 1908 tot de vaststelling hunner toelagen aan de kas.

ART. 7.

De bestaande militaire pensioenen verleend krachtens voorschriften die aan de wet van 23 November 1919 voorafgaan, worden naar de volgende verhoudingen verhoogd volgens den graad en

assimilations déterminées par les tarifs annexés aux lois du 24 mai et du 25 mai 1912, avec jouissance à partir du 1^{er} octobre 1919 :

Lieutenant-général. fr.	50 %
Général-major	55 %
Colonel	60 %
Lieutenant-colonel.	65 %
Major fr.	75 %
Capitaine-commandant	85 %
Capitaine en second	85 %
Lieutenant	95 %
Sous lieutenant.	95 %
Adjudant	120 %
Premier sergent-major et sergent-major	130 %
Premier sergent, sergent-fourrier et sergent	140 %
Caporal	150 %
Soldat	160 %

Lorsque la pension ainsi augmentée sera inférieure à celle que l'intéressé aurait obtenue s'il jouissait de la pension du grade inférieur, il recevra la pension de ce grade augmentée comme il est dit ci-dessus.

Les pensions provisoires et les secours viagers existants, accordés par application de la loi du 24 mai 1912, sont majorés dans les mêmes conditions et dans les mêmes proportions qu'il est indiqué au paragraphe ci-dessus.

ART. 8.

Par extension du 4^e alinéa de l'article 32 de la loi du 23 novembre 1919, il est alloué, à dater du 1^{er} janvier 1920 et dans les conditions prévues par la dite loi, une indemnité spéciale de 500 à 3,600 francs aux militaires pensionnés, en vertu des

de gelijkstellingen bepaald bij de tarieven gevoegd bij de wetten van 24 Mei en van 25 Mei 1912, met genot van 1 October 1919 :

Luitenant-Generaal fr.	50 %
Generaal-Majoor	55 %
Kolonel	60 %
Luitenant-Kolonel.	65 %
Majoor fr.	75 %
Kapitein-bevelhebber	85 %
Tweede kapitein	85 %
Luitenant	95 %
Onderluitenant.	95 %
Adjudant	120 %
Eerste Sergeant-Majoor en Sergeant-Majoor	130 %
Eerste Sergeant, Sergeant fourrier en Sergeant	140 %
Korporaal	150 %
Soldaat	160 %

Indien het aldus verhoogd pensioen beneden hetgene is dat de belanghebbende zou verworven hebben zoo hij het pensioen van den lageren graad genoot, dan zal hij het pensioen ontvangen van dien graad, verhoogd zooals hierboven gemeld.

De voorloopige pensioenen en de bestaande levenslange hulpelden, verleend bij toepassing der wet van 24 Mei 1912, worden verhoogd in dezelfde voorwaarden en naar dezelfde verhoudingen als vermeld in bovenstaande paragraaf.

ART. 8

Bij uitbreiding van het vierde lid van artikel 32 der wet van 23 November 1919 wordt van den 1^{en} Januari 1920 af en in de bij gemelde wet voorziene voorwaarden, eene bijzondere vergoeding toegekend van 500 tot 3,600 frank

dispositions de la loi du 24 mai 1838, qui sont incapables de se mouvoir, de se conduire ou d'accomplir les actes essentiels de la vie et se trouvent obligés de recourir d'une manière constante aux soins d'une tierce personne.

Les pensions et secours à charge de l'Etat accordés aux veuves et orphelins de militaires en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838 (voir dernière colonne des tarifs annexés aux lois du 24 et du 25 mai 1912) sont fixés à partir du 1^{er} octobre 1919, aux sommes prévues dans la colonne 2 du tableau III annexé à la loi du 23 novembre 1919.

ART. 9.

L'alinéa 1 de l'article 1^{er} de la loi du 27 mai 1870 qui détermine les ressources affectées à la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée est modifié comme suit :

« Les revenus de la caisse des veuves
» et orphelins établis pour les officiers
» de l'armée et les fonctionnaires mili-
» taires par l'arrêté du prince souverain
» des Pays-Bas en date du 14 jan-
» vier 1815, se composeront des res-
» sources indiquées ci après, ou de cer-
» taines de celles-ci seulement, savoir :

.

Les pensions, suppléments de pension et secours à charge de la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée et les parts de secours à charge de la caisse de secours en faveur des veuves et orphelins des sous-officiers, brigadiers et soldats de la gendarmerie, en cours au moment de la mise en vigueur de la présente loi, seront portées aux

aan de krachtens de bepalingen der wet van 24 Mei 1838 gepensionneerde militairen, die onbekwaam zijn zich te bewegen, zich te behelpen of de hoofdzakelijke levensverrichtingen te volbrengen en zich verplicht zien op doorlopende wijze de zorgen van een derden persoon te vorderen.

De pensioenen en hulpgelden ten laste van den Staat verleend aan de weduwen en weezen van militairen krachtens titel III der wet van 24 Mei 1838 (zie laatste kolom der bij de wetten van 24 en van 25 Mei 1912 gevoegde tarieven) worden vastgesteld, van 1 Oktober 1919 af, op de sommen voorzien in de kolom 2 der tabel III gevoegd bij de wet van 23 November 1919.

ART. 9.

Het 1^o lid van artikel 1 der wet van 27 Mei 1870, dat de middelen bepaalt der kas voor weduwen en weezen der officieren van het leger, wordt als volgt gewijzigd :

» De inkomsten der kas voor we-
» duwen en weezen ingesteld voor de
» officieren van het leger en de mili-
» taire ambtenaren bij het besluit van
» den Prins souverain der Nederlanden
» gedagteekend 14 Januari 1815, zullen
» bestaan uit de hiernavermelde mid-
» delen of enkel uit sommige daarvan,
» te weten :

.

De pensioenen, aanvullende pensioenen en hulpgelden ten laste der kas voor weduwen en weezen der officieren van het leger en de aandeelen van hulpgelden ten laste van de hulpkas ten bate der weduwen en weezen van de onder-officieren, brigadiers en soldaten van de gendarmerie, loopende op het oogenblik van de inwerkingtreding dezer wet,

sommes indiquées ci-dessous, avec jouissance à partir du 1^{er} octobre 1919 :

Lieutenant-général.	fr. 5,300
Général-major	4,500
Colonel	3,800
Lieutenant-colonel	3,500
Major	3,200
Capitaine-commandant	2,900
Capitaine en second	2,600
Lieutenant	2,300
Sous-lieutenant.	2,000
Supplément pour chaque enfant au delà de trois.	200
Sous-officiers, brigadiers et soldats de la gendarmerie.	840

Les pensions, les suppléments de pensions, les secours et les parts de secours qui seront liquidés ultérieurement au profit des femmes et des enfants des officiers et des gendarmes à la retraite au moment de la mise en vigueur de la présente loi, seront portés aux mêmes sommes.

Les pensions, les suppléments de pension, les secours et les parts de secours qui seront liquidés au profit des femmes et des enfants d'officiers et de gendarmes en activité de service lors de la mise en vigueur de la présente loi, seront augmentés sur les mêmes bases, à raison du grade occupé au 1^{er} octobre 1919 et en proportion du temps de contribution à la caisse écoulé avant la date précitée par rapport à celui écoulé depuis lors jusqu'au décès ou la retraite.

La caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée et la caisse de secours de la gendarmerie paieront aux ayants droit les augmentations de pensions et des parts de secours déterminées

worden op de hieronder vermelde sommen gebracht, met genot van 1^o Oktober 1919 af :

Luitenant-Generaal	fr. 5,300
Generaal-Majoor	4,500
Kolonel	3,800
Luitenant-Kolonel	3,500
Majoor	3,200
Kapitein-bevelhebber	2,900
Tweede kapitein.	2,600
Luitenant	2,300
Onderluitenant	2,000
Aanvullende som voor ieder kind boven de drie	200
Onderofficieren, brigadiers en soldaten der gendarmerie	840

De pensioenen, de aanvullende pensioenen, de hulp gelden en de aandeelen van hulp gelden die later zullen verevend worden ten behoeve der vrouwen en der kinderen van de officieren en van de gendarmen, op pensioen gesteld op het oogenblik der inwerkingtreding dezer wet, worden op dezelfde sommen gebracht.

De pensioenen, de aanvullende pensioenen, de hulp gelden en de aandeelen van hulp gelden te verevenen ten behoeve der vrouwen en der kinderen van officieren en van gendarmen in dienstactiviteit bij de inwerkingtreding dezer wet, worden naar dezelfde grondslagen verhoogd, op grond van den graad op 1 October 1919 bekleed en in evenredigheid met den tijd van bijdrage tot de kas vóór gemelden datum verlopen in verband met diengenen sedertdien verlopen tot op het overlijden of de pensionneering.

De kas voor weduwen en weezen der officieren van het leger en de hulpkas der gendarmerie betalen aan de rechthebbers de in de bovenstaande leden bepaalde verhoogingen van de pensioe-

dans les alinéas qui précèdent. L'Etat leur en remboursera le montant par voie de subsides.

ART. 10.

En attendant la liquidation des augmentations des pensions établies aux articles précédents, le Gouvernement est autorisé à faire aux pensionnaires des avances à valoir sur les dites augmentations. Un arrêté royal en déterminera le montant.

ART. 11.

Un crédit spécial non limitatif de 30,000 francs est ouvert au Département des Finances pour couvrir les frais résultant de la revision des pensions conformément aux dispositions de la présente loi. Il sera rattaché au budget de la dette publique pour l'exercice 1920.

Donné à Laeken, le 11 mars 1920.

nen en van de aandeelen van hulp gelden. De Staat betaalt daaraan het bedrag terug bij wege van toelagen.

ART. 10.

In afwachting van de verevening der in de vorige artikelen gestelde verhoogingen van de pensioenen, wordt de Regeering gemachtigd tot het doen aan de gepensioneerden voorschotten te gelden op gemelde verhoogingen. Een koninklijk besluit bepaalt het bedrag daarvan.

ART. 11.

Een bijzonder onbeperkt crediet van 30,000 frank wordt aan het Departement van Financiën geopend tot dekking der kosten voortvloeiende uit de herziening der pensioenen overeenkomstig de bepalingen dezer wet. Het wordt aan de begrooting der openbare schuld over het dienstjaar 1920 toegevoegd.

Gegeven te Laken, den 11^e Maart 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MAART 1920.

WETSONTWERP OP DE PENSIOENEN

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ten gevolge der merkelijke prijsverhooging van alle levensbehoedigheden, heeft de Regeering in ruime mate de jaarwedde verhoogd harer ambtenaars en beambten, alsmede die van de leden van het onderwijzend personeel. Wetsontwerpen zullen eerlang worden ingediend tot verbetering van den toestand der leden van de rechterlijke orde en der bedienaars van den eeredienst. Deze maatregelen verzekeren het lot der Staatsagenten die in dienstactiviteit zijn. Doch de gepensioneerde agenten, alsmede de weduwen en weezen der overleden agenten, verblijven in den pijnlijksten toestand. Hunne pensioenen, waarvan het bedrag werd bepaald volgens de jaarwedden van een tijdvak waarin de prijzen aller zaken gering waren in vergelijking met de huidige prijzen, laten hun niet meer toe in hunne levensbehoeften te voorzien. De Regeering acht, dat het een plicht is van den Staat aan hare gewezen dienaars, alsmede aan derzelver weduwen en weezen ter hulp te komen. Ziedaar het doel van het wetsontwerp, dat wij, ingevolge 's Konings bevelen, de eer hebben aan uwe beraadslaging te onderwerpen.

Door het feit zelve van de verhooging der wedden zal het lot der Staatsagenten, welke in 1924 en volgende jaren op pensioen zullen gesteld worden, verzekerd wezen; hunne pensioenen zullen bepaald worden naar verhouding van hunne nieuwe wedden. Doch, opdat de weddeverhooging hare volle uitwerking late gelden uit het oogpunt van het bedrag der pensioenen, behooren de bepalingen der algemeene wet van 21 Juli 1844, houdende vaststelling der pensioen-maxima, worden gewijzigd of opgeheven.

De Staatsagenten, die in de vijf eerstvolgende jaren op pensioen zullen

gesteld worden, zouden pensioenen bekomen waarvan het bedrag zou worden bepaald volgens een gemiddelde wedde, waarbij de nieuwe jaarwedden zich slechts gedeeltelijk zouden laten gelden; hunne pensioenen zouden min of meer met de thans loopende gelijkstaan; zulks ware ontoreikend. Voor de toekomst behooren aan deze agenten pensioenen te worden verzekerd, gelijk aan die welke zij zouden hebben bekomen bijaldien zij, gedurende de jaren die de algemeene verhooging voorafgingen, jaarwedden genoten hadden verhoogd naar de maat door de Regeering voor al hare ambtenaars en beambten vastgesteld, op grond der nieuwe economische toestanden.

Tot vrijwaring van het lot van de thans gepensioneerde gewezen Staatsdienaars, zou de wet hun pensioenen moeten verzekeren gelijk aan die welke zij zouden genieten indien hunne laatste jaarwedden in de mate, door de Regeering vastgesteld, verhoogd waren geworden, als die van de thans in dienst zijnde agenten; de billijkheid, het rechtsbewustzijn kunnen meer noch minder vergen.

De weduwen en de weezen, welker pensioenen worden betaald uit kassen gevoed door op de jaarwedden der aangeslotenen gedane kortingen, verkeerden insgelijks in een allerpijnlijksten toestand; hunne pensioenen vastgesteld volgens de voormalige jaarwedden hunner echtgenooten of hunner vaders, zijn buiten verhouding met de levensbehoefte. De billijkheid vordert, dat hunne pensioenen zoo worden verhoogd, dat zij op een peil worden gebracht dat het peil evenaart welk de pensioenen van de weduwen der thans in dienstactiviteit zijnde aangeslotenen zullen bereiken. Al de loopende pensioenen zullen opnieuw verevend worden, in de fictieve vooronderstelling, dat de jaarwedden, welke bij de berekening der pensioenen in aanmerking komen, in de mate werden verhoogd door de Regeering voor alle ambtenaars en beambten vastgesteld.

Doch de kassen voor weduwen en weezen hebben van de vroegere wedden harer aangeslotenen niet genoeg afgehouden om de pensioensverhoogingen te kunnen bestrijden. te spruiten uit de hooger uiteengezette maatregelen. Zij zouden tegen zulken overlast niet bestand zijn. Haar financiële toestand zou weldra in de war gestuurd worden. In zulke omstandigheden is het de plicht van den Staat om in te grijpen en te zijnen laste te nemen de pensioensverhooging aan de weduwen en weezen te verleenen, naar verhouding van de bijdragen der aangeslotenen in het aan de algemeene jaarweddenverhooging voorafgaande tijdvak.

De berekening der pensioensverhoogingen op grond van een denkbeeldig accres der jaarwedden die aan de bepaling dier pensioenen ten grondslag hebben gestrekt, zal, in sommige gevallen, min of meer tijd in beslag nemen. Nochtans behooren de belanghebbenden, die voor de groote meerderheid in zeer benarden toestand verkeerden, onverwijld ten minste een gedeelte der voorgestelde verhoogingen te bekomen en moet de Regeering te dien einde gemachtigd worden om hun op de verhoogingen te gelden voorschotten te doen.

Het eerste artikel van het wetsontwerp wijzigt eenige bepalingen der algemeene wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen ten einde de wet met de nieuwe huishoudkundige voorwaarden en met eenige bijzondere, uit de laatste gebeurtenissen voortvloeiende omstandigheden, in evenredigheid te brengen.

Artikel 6 der wet van 21 Juli 1844 neemt voor de pensioensbepaling de burgerlijke diensten slechts in aanmerking voor zooverre zij na voldongen 21 jarigen leeftijd werden bewezen. Vele beambten nochtans aanvaardden hunne betrekking voor den ouderdom van 19 jaren en bewijzen op dien ouderdom diensten van genoegzame beteekenis waarmede bij de bepaling der pensioenen rekening behoort gehouden. De wetten van 16 Mei 1876 en van 18 Mei 1912, waarbij de pensioenen der gemeenteprofessoren en onderwijzers worden geregeld, veroorloven reeds, bij de bepaling der pensioenen, rekening te houden der diensten bewezen van den 1ⁿ Januari af, volgende op het jaar waarin de belanghebbende de volle 19 jaren bereikt heeft.

Het wetsontwerp stelt, in algemeenen regel, bij de berekening der burgerlijke pensioenen, de aanneming der diensten voor bewezen van den ouderdom van 19 jaar af, en trekt bijgevolg vorenaangehaalde bepalingen der wetten van 16 Mei 1876 en van 18 Mei 1912 in.

Gedurende den veldtocht 1914-1918 hebben jongelieden die den leeftijd van 19 jaren niet bereikt hadden uit verkleefdheid aan 's Lands heil eene militaire verbintenis aangegaan. De aldus bewezen diensten zullen bij de verevening der burgerlijke pensioenen kunnen medegerekend worden tenzelfden titel als die welke na den 19 jarigen leeftijd werden bewezen.

Vele Staatsbeambten, inzonderheid der spoorwegen, zijn, voor dienstweigering, door de Deutsche overheid gevangen genomen of weggevoerd geweest. Het is billijk, dat de zoo in slechte gezondheidsvoorwaarden gesleten tijd dubbel aangerekend worde bij de pensioensbepaling dergenen die den moed hadden aan de slechte behandelingen van den vijand te weerstaan. Anderzijds laat de wet op de militaire pensioenen van 23 November 1919 toe, den bij het leger op oorlogsvoet doorgebrachten tijd dubbel, en in zekere gevallen soms drievoudig te tellen, uit aanmerking van de overmatige vermoeienissen en het vroegtijdig verslijt dewelke de dienst in deze voorwaarden bij talrijke militairen ten gevolge heeft. Het is rechtmatig dat ook deze diensten voor dubbel of drievoudigen tijd bij de berekening der burgerlijke pensioenen in aanmerking komen. Te dien einde zijn twee bepalingen aan littera A en B van artikel 6 toegevoegd.

De nieuwe tekst van het eerste deel van littera B van artikel 6 neemt de bepaling van paragraaf 2 van artikel 1 der wet van 7 Februari 1849 over.

In geval van cumulatie van twee betrekkingen, verwekt de toelating in de rekening, bij de pensioensbepaling der vereenigde wedden, zwaarigheden van wege het Rekenhof. Het Rekenhof acht, dat er slechts ééne wedde bij de verevening dient in aanmerking genomen te worden. Deze zienswijze, gesteund op eene strikte opvatting der wetsbepalingen, is met de billijkheid

in strijd. Wanneer iemand terzelfdertijd twee betrekkingen kan waarnemen, omdat beiden slechts een gedeelte van zijnen tijd benemen, is het rechtvaardig, dat, op den ouderdom van het ontslag, hij een pensioen bekomme gelijk aan hetgene dat hij zou bekomen, indien de twee betrekkingen tot ééne wedde samengesmolten waren. Voorgestelde bepaling, die het eerste lid van artikel 10 der algemeene wet uitmaakt, heeft voor doel aan dit meeningsverschil een einde te stellen.

Luidens het laatste lid van artikel 10 der algemeene wet, komt de percentsgewijze bezoldiging der ambtenaren en beambten van het Beheer der Financiën, dewelke de jaarwedde vervangt, slechts voor drie vierde van haar bedrag in aanmerking om de gemiddelde jaarwedde te becijferen, welke aan de verevening van de pensioenen tot grondslag strekt; deze bewerking mag de percentsgewijze bezoldiging niet tot beneden 2,000 frank terugbrengen. Het wetsontwerp vervangt deze som door die van 4,000 frank. Gezien de nieuwe huishoudkundige omstandigheden, is het niet mogelijk de minimum-jaarwedde, dienende tot de berekening van het pensioen eens Staatsrekenplichtigen, lager te brengen dan laatstgemelde som.

Het maximum der pensioenen, door de wet van 10 Januari 1886 op 7,500 frank gebracht, was onvoldoende geworden sinds de Regeering zich genoodzaakt zag in 1911 en 1912, als gevolg van de toeneming der winsten in alle beroepen, het meestendeel der jaarwedden van 10 tot 20 t. h. te verhoogen. Deze toestand heeft zich nog verergerd sinds de laatste weddesverhooging, welke de stijging van den prijs aller zaken noodzakelijk heeft gemaakt.

De wet van 21 Juli 1844 stelde het maximum der pensioenen op 6,000 frank, dan wanneer de wedden der hoogste ambtenaren bij de middenbeheeren der departementen 9,000 frank niet overtroffen. De wet van 10 Januari 1886 bracht dit maximum op 7,500 frank, terwijl dezelfde wedden 12,000 frank niet overtroffen. Nu de jaarwedden op 21,000 frank en meer gebracht zijn, treedt de noodzakelijkheid om het maximum der pensioenen in aanzienlijke mate te verhoogen duidelijk in het licht. Tot herstel der in de wetten van 1844 en 1885 stilzwijgenderwijze aangenomen verhoudingen tusschen het maximum der pensioenen en het maximum der jaarwedden, brengt het wetsontwerp eerstgemeld op 14,000 frank.

Het aldus vastgesteld maximum staat lager dan de $\frac{2}{5}$ der hoogste jaarwedden in de middenbeheeren; dit is veeleer onvoldoende aangezien dat wanneer de jaarwedde kleiner is, het pensioen de $\frac{3}{4}$ van derzelve bedrag kan bereiken. Om gelijke redenen wordt het maximum van het pensioen der rekenplichtigen op 10,000 frank gebracht.

Artikel 14 der wet van 21 Juli 1844, gewijzigd bij die van 10 Januari 1886, stelt het minimum der pensioenen op 300 frank. Dit minimum is te klein gezien de loonsverhoogingen door de nieuwe huishoudkundige omstandigheden teweeggebracht; het wetsontwerp brengt het op 600 frank.

Het in artikel 1 der wet van 17 Februari 1849 gestelde maximum van 5,000 frank aangaande de pensioenen der leden van den Roomsche kato-

lieken eeredienst blijkt onvoldoende in verband met de door de omstandigheden vereischte loonsverhoogingen. Het wetsontwerp brengt dit maximum op 10,000 frank en brengt het aldus op hooger peil in bijna gelijke mate als de maxima van artikel 13.

De tijd gedurende denwelken de door de Schatkist bezoldigde leden van den eeredienst hebben gevangen gezeten of zijn gedeporteerd geweest, omdat zij, in het uitoefenen of ter gelegenheid van het uitoefenen hunner betrekking, aan de bevelen der Duitsche overheid weigerden te gehoorzamen, moet op het dubbel gebracht worden in de pensioenberekening, gelijk zulks ten voordeele der burgerlijke Staatsbeambten in dezelfde omstandigheden voorgesteld is. Artikel 22 der wet wordt in dezen zin aangevuld.

De bepaling van n° 4 van artikel 34 der wet van 21 Juli 1844 beperkt de korting op de jaarwedden ten voordeele der kas voor weduwen en weezen op 5 t. h. zonder eene jaarlijksche som van 500 frank te mogen overtreffen. Daar, sinds 1844, de jaarwedden verdubbeld of verdrievoudigd zijn, beantwoordt deze beperking niet meer aan den huidige toestand. Het is verkiesbaar aan de Regeering, die de standregelen der kassen goedkeurt na te voren het advies hunner raden ingewonnen te hebben, de zorg over te laten om, onder de verschillende kortingen, de meest bij de omstandigheden passende te kiezen. De wijzigingen in nummers 1 en 7 van artikel 34 zijn met dit doel voorgesteld.

Het gebeurt somwijlen dat een aangeslotene bij de kas voor weduwen en weezen het Staatsbeheer verlaat en niet bij machte is de verbintenis aan te gaan de stortingen voort te zetten, die hij vroeger in den vorm van korting op zijne jaarwedde deed. Bij gebreke aan middelen, verliest hij alsdan het voordeel zijner vroegere stortingen. De nieuwe, voor artikel 35 der wet voorgestelde tekst heeft voor doel, den ontslagen of ontslagnemenden aangeslotene het behoud te vergemakkelijken der voordeelen spruitende uit de vroegere bijdragen, zonder nochtans aan de belangen der kas afbreuk te doen.

Artikel 66 der wet van 23 November 1919 op de militaire pensioenen bepaalt uitdrukkelijk, dat een militair invaliditeitspensioen met de wedde of het burgerlijk pensioen kan samengaan. Maar de wet zegt geen woord betrekkelijk de cumulatie van een militair pensioen wegens dienstancienniteit met de wedde eener burgerlijke betrekking. Er bestaat geene reden om de vereeniging zulker pensioenen met eene wedde verbonden aan eene burgerlijke betrekking derwijze toe te staan, dat de bij artikel 47 der algemeene wet op de pensioenen geoorloofde grenzen overtroffen worden.

Om uiteenloopende opvatting dienaangaande te vermijden, bepaalt het wetsontwerp uitdrukkelijk dat de artikelen 46 en 47 der wet van 21 Juli 1844 toepasselijk zijn op de cumulatie van een militair pensioen wegens dienstancienniteit met eene wedde aan een burgerlijke betrekking verbonden.

Dezelfde reden, die bij de wet van 23 November 1919 cumulatie der militaire invaliditeitspensioenen met eene wedde of een pensioen verbonden aan een burgerlijke betrekking hebben doen aannemen, gelden onverzwakt

ten aanzien der cumulatie van de wedde of van het pensioen verbonden aan een burgerlijke betrekking met de volgende pensioenen door den Staat uitgekeerd aan de weduwen van militairen die gesneuveld zijn of overleden ten gevolge van verwondingen bekomen of ziekten opgedaan of verergerd in den dienst. Het wetsontwerp vult te dezen opzichte in voormelde wet bestaande leemte aan.

Het accres der jaarwedden en de pensioensverhoogen, die er het gevolg van zijn, rechtvaardigen het voorstel om, in artikel 47 der wet, eenzijdig het maximum van samengesmolte wedde en pensioen van 1,500 op 5,000 frank te brengen, anderzijds om het maximum van twee vereenigde pensioenen van 1,000 tot 4,000 frank te verhoogen.

Het maximum van 4,000 frank, bij artikel 54 der wet van 21 Juli 1844 voor het pensioen der weduwen vastgesteld, op een oogenblik dat de hoogste wedden der ambtenaren bij de middenbeheeren der departementen 9,000 frank niet overschreden, is thans onvoldoende geworden nu deze wedden 24,000 frank bereiken en zelfs deze som overtreffen. Dit maximum moet opgeheven of ten minste op 8,000 frank gebracht worden.

Maar er valt op te merken, dat de standregelen der kassen welke de pensioenen vaststellen volgens de gemiddelde jaarwedde over de laatste vijf jaar, de weduwen bevoordeelen der aangeslotenen welke gedurende de laatste jaren hunner loopbaan aanzienlijke verhoogen van jaarwedde bekomen hebben en wier pensioenen alzoo het maximum bereiken van 4,000 frank, door de wet bepaald. De opheffing van dit maximum zou de weduwen, hier ter sprake, nog meer bevoordeeligen, tot nadeel van deze wier echtgenooten in nederiger betrekkingen bleven. Daarentegen, het bestaan van dit maximum bij de kassen waar de pensioenen verevend worden volgens de middelsom der aan korting onderworpen jaarwedden van geheel de loopbaan, of volgens het bedrag der kortingen, geeft aanleiding tot onrechtvaardige uitslagen, ten nadeele der weduwen wier echtgenooten tot de kas hebben bijgedragen voor sommen welke het toekennen van hoogere pensioenen zouden verrechtvaardigen.

Het beperken van het pensioen der weduwe tot de helft van de jaarwedde van den echtgenoot, in hetzelfde artikel 54 opgenomen, vindt weinig toepassing en kan niet verrechtvaardigd worden ten aanzien der kassen waarbij de pensioenen berekend worden volgens het bedrag der kortingen of de gemiddelde jaarwedde van geheel de loopbaan.

Onder deze voorwaarden, om rekening te houden met de tegenstrijdige belangen, worden de maxima der artikel 54 slechts afgeschaft ten aanzien der kassen waar de pensioenen vastgesteld worden volgens de middelsom der aan korting onderworpen jaarwedden van geheel de loopbaan, volgens het bedrag der kortingen.

Aan de weduwe die hertrouwt, geheel of gedeeltelijk hare rechten onzeggen op het pensioen uit hoofde der bijdragen door haren overleden man in de kas gestort is onrechtvaardig en betwistbaar uit zedelijk oogpunt. De statutaire schikkingen houdende toelating aan de beheerraden der kassen om voor te stellen en aan den Minister om te bevelen dat eene

verdeeling van het pensioen onder de verschillende belanghebbenden zal plaats hebben in geval de weduwe hertrouwt, zijn voldoende om de belangen der kinderen van den overleden ambtenaar te waarborgen. Bijgevolg heft het wetsontwerp artikel 33 der wet van 21 Juli 1844 op, waardoor de weduwe die hertrouwt hare rechten op pensioen verliest en de wet van 18 December 1857, waarbij de weduwe zonder kind die hertrouwt, slechts de helft van haar pensioen behoudt.

De nieuwe bepalingen van de artikelen 7 en 22 der wet van 21 Juli 1844 betreffende het aannemen bij de berekening der burgerlijke pensioenen, voor een tijd twee of driemaal gelijk aan den werkelijken duur van de militaire diensten bewezen aan de op oorlogsvoet gestelde legers, en voor een dubbelen tijd, dien gedurende denwelken de gepensioneerde heeft gevangen gezeten of werd gedeporteerd wegens weigering aan de bevelen der Duitsche overheid te gehoorzamen, in de uitoefening of ter gelegenheid van de uitoefening van zijn ambt, kunnen hunne toepassing vinden op pensioenen die reeds vereffend zijn, alhoewel zij na den 1ⁿ Augustus 1914 aanvang namen. Deze pensioenen behooren te worden herzien.

Men hoeft insgelijks de loopende pensioenen te herzien, waarop het nieuw minimum en de nieuwe maxima, vastgesteld bij artikelen 13, 14 en 21 der wet van 1844, kunnen toegepast worden. De titulárissen dezer pensioenen behooren op denzelfden voet te worden gesteld als die wier pensioenen in de toekomst zullen vereffend worden, met de voordeelen der nieuwe bepalingen. Artikel 2 van het wetsontwerp bevat eene bepaling in dezen zin.

De Regeering heeft, van den 1ⁿ October 1919 af, de duurtetoeslagen vervangen door verhoogingen der jaarwedden, berekend op voet van 25 % van het bedrag dezer laatste, en vermeerderd met eene vaste som van 1,415 frank van de jaarwedden van 1,100 frank en meer; dan heeft zij deze eerste verhooging vervangen, maar slechts van 1 Januari 1920 af, door eene aanzienlijker verhooging berekend op de wedden dagteekenend van vóór de eerste verhooging, op voet van 200 % voor de eerste schijf van duizend frank, van 120 % voor de tweede schijf, van 70 % voor de derde, van 50 % voor de vierde en van 30 % voor de sommen van meer dan 4,000 frank. Door te bevelen dat de pensioenen zullen herzien worden zooals gezegd onder artikel 3, 4 en 5, verzekert het wetsontwerp aan de belanghebbenden pensioenen gelijk aan die welke zij zouden bekomen hebben indien hunne jaarwedden of die hunner echtgenooten destijds waren verhoogd geweest in de mate als werd besloten. Daar de Regeering de verhoogingen van jaarwedde toegestaan heeft, van 1 October 1919 af, komt het billijk voor de verhoogingen der pensioenen op dezelfde dagteekening aanvang te doen nemen.

Het laatste lid van artikel 3 heeft voor doel dezelfde voordeelen te verschaffen aan de vrouwen van de thans op pensioen gestelde agenten van den Staat, wier pensioenen slechts later, na het overlijden van hunne echtgenooten, zullen vereffend worden.

De bedienaars der eerediensten hebben, benevens hunne wedden, door

den Staat betaald, andere inkomsten om hun bestaan te verzekeren. Hunne wedden zullen in mindere mate verhoogd worden dan die der ambtenaars en beambten. Derhalve, zullen de verhoogingen hunner pensioenen op verminderde grondslagen vastgesteld worden. Daarom is het dat artikel 3 van het wetsontwerp voor de pensioenen van de bedienaars der eerediensten eene fictieve verhooging der jaarwedden op eene kleinere schaal bepaalt, dan die voorzien voor de ambtenaars en beambten.

Artikel 4 van het wetsontwerp heeft voor doel dezelfde voordeelen te verzekeren aan de agenten van den Staat wier pensioenen zouden vereffend worden wegens diensten bewezen, de eene vóór, de andere na de verhoging der jaarwedden. De gemiddelde jaarwedde over de laatste vijf jaar aangenomen voor de verevening van het pensioen zal, voor den tijd welke de algemeene verhoging der jaarwedden voorafgaat, worden becijferd over de getrokken wedde, fictief verhoogd volgens de algemeene door de Regeering aangenomen grondslagen, en voor den lateren tijd, over de nieuwe werkelijk getrokken jaarwedden. Dank zij de fictie, zal het lot dezer agenten en hunner vrouwen gevrijwaard worden.

Artikel 5 van het wetsontwerp bevat sommige bijzondere bepalingen, welke de algemeene regelen in de twee voorafgaande artikelen vastgesteld, aanvullen.

De twee eerste bepalingen zijn noodzakelijk om het wetsontwerp in overeenstemming te brengen met de schikkingen der statuten van de kassen, welke de verevening der pensioenen regelen. Zij hebben namelijk voor doel te beletten, dat de pensionsverhoging voort te spruiten uit de fictieve verhoging van de voormalige jaarwedde geheel of gedeeltelijk opgeslorpt worde door het verschil tusschen het statutaire minimum van het pensioen en het bedrag van dit laatste berekend volgens de werkelijke wedde. Zoo bijvoorbeeld, het pensioen eener weduwe, dat slechts 90 frank zou bedragen volgens de werkelijke gemiddelde jaarwedde, dat op het statutaire minimum van 120 frank zou gebracht geweest zijn en waarvan het bedrag, uit hoofde der fictieve verhoging der jaarwedden 270 frank zou bereiken, 't zij 180 frank meer, zal op $(120 + 180)$ 300 frank gebracht worden.

De bepaling heeft eveneens voor doel de verhoging van een pensioen dat het onder artikel 54 der wet bepaalde maximum bereikt heeft, te beperken tot de som bekomen ten gevolge van de fictieve verhoging der voormalige wedden, zonder dat het oorspronkelijk pensioen gewijzigd worde. Zoo bijvoorbeeld, een pensioen eener weduwe dat op 5,000 frank zou gebracht geweest zijn indien het maximum van 4,000 frank niet had bestaan en waarvan het bedrag uit hoofde der fictieve verhoging der jaarwedden 8,000 frank zou bereiken, 't zij 3,000 frank meer, zal op $(4,000 + 3,000)$ 7,000 frank gebracht worden.

De tweede bepaling van artikel 5 regelt de manier waarop de verhogingen der pensioenen dienen te worden berekend, wanneer deze laatste vereffend werden volgens de gemiddelde jaarwedde van geheel de loopbaan

of volgens het bedrag der kortingen. Die bepaling is noodzakelijk om de belangen te vrijwaren der weduwen wier pensioenen vastgesteld zijn op de grondslagen in kwestie.

Het zal onontbeerlijk wezen de standregelen der kassen voor weduwen en weezen derwijze te wijzigen, dat de weduwen pensioenen bekomen in overeenstemming met de wedden welke hunne echtgenooten zullen genoten hebben en, in dier voege, dat de kassen over de noodige gelden beschikken om bestand te zijn tegen de lasten die daaruit zullen voortvloeien. De Regeering zal zorg dragen dat de noodige maatregelen te dien einde getroffen worden bij de kassen waarover zij het hooger beheer voert.

Volgens de standregelen der kas voor weduwen en weezen der arbeiders van de spoorwegen, posterijen en telegrafen, worden de pensioenen dezer agenten en hunner weduwen berekend volgens het gemiddeld loon over de drie laatste jaren. Het derde lid van artikel 5 van het wetsontwerp beslist derhalve dat de verhoogingen der pensioenen op die basis zullen berekend worden.

De ambtenaars en beambten der spoorwegen van den « Grand central belge » en van « West-Vlaanderen », alsmede hunne weduwen, die in genot zijn van lijfrenten uitgekeerd door de kassen voor verzekering en pensioen gesticht door de agenten dier spoorwegen, zullen verhooging hunner lijfrenten verkrijgen krachtens de algemeene bepaling van artikel 3 van het ontwerp, gelijk de andere staatsagenten en dezer weduwen. Doch de algemeene bepaling van artikel 3 is niet van toepassing op de agenten dier spoorwegen en op hunne weduwen die eene vaste som bekomen hebben, welke het pensioen vervangt. De twee laatste leden van artikel 5 van het ontwerp regelen de voorwaarden waarin deze laatsten eene lijfrente zullen bekomen overeenstemmende met de verhooging van jaarwedde welke de agent zou hebben bekomen door de toepassing van den algemeenen rooster der weddeverhoogingen, die door de Regeering werd aangenomen en in artikel 3 van het wetsontwerp is aangeduid. Het voorbehoud voorkomende in het slotgedeelte van het vóór voorlaatste lid van artikel 5 heeft voor doel te beletten dat de agenten die eene vaste som ontvangen hebben, niet beter behandeld worden dan degenen die, in stede eener vaste som, eene lijfrente verkregen.

De standregelen der kassen voor verzekeringen en pensioen der ambtenaren en beambten overgenomen van den « Grand central belge » en van de « Spoorwegen van West-Vlaanderen » voorzien de betaling, in zekere gevallen, aan de gewezen agenten en aan hunne weduwen, van een kapitaal in plaats van eene lijfrente. De slotbepaling van artikel 5 van het wetsontwerp houdt verbod de verhooging van pensioen in kapitaal om te zetten. De verhooging der pensioenen is bestemd om het dagelijksch bestaan der belanghebbenden te verzekeren; het betaamt, dat zij niet worde veranderd in een kapitaal dat gemakkelijk verloren of verkwist zou worden.

De pensioenkassen, gevoed door de kortingen op de jaarwedden, zijn niet in staat de lasten te torsen voortspruitende voor hen, uit de verhoogingen

der jaarwedden, verhoogingen welke opvoering van de pensioenen, in onvoorziene mate, ten gevolge hebben. Het is hun mogelijk, door eene vermeerdering der kortingen, de noodige gelden aan te schaffen om de verhoogingen der pensioenen te betalen, uit hoofde der toekomstige diensten bewezen na de verhoging van den loonrooster; maar zij zijn niet bij machte om de noodige geldmiddelen te erlangen ten einde het gedeelte der nieuwe lasten van de pensioenen te dekken, betrekking hebbende op de jaren welke aan de verhoging van den loonrooster voorafgaan.

Het eerste lid van artikel 6, alhoewel aan de kassen de verplichting overlatende de verhoogingen van pensioen uit te betalen ten zelfden titel als het pensioen zelf, veroorlooft den Staat, door middel van toelagen tusschen te komen, om de kassen te ontlasten van het gedeelte der pensioensverhoogingen in verband met de diensten bewezen vóór de algemeene verhoging der jaarwedden.

In vereeniging met den Staat, komen de provinciën en de gemeenten tusschen in de lasten voortvloeiende uit de pensioenen der leden van het personeel van het onderwijs en der gemeentesecretarissen, alsmede van hunne weduwen en weezen. Het is billijk dat zij insgelijks tusschenkomen in de lasten voortvloeiende uit de verhoogingen dezer pensioenen. Bij de twee laatste leden van artikel 6 worden de nieuwe lasten omgedeeld in de verhouding vastgesteld voor vroegere lasten.

Artikelen 7, 8 en 9 van het wetsontwerp betreffen de pensioenen der militairen en die hunner weduwen en hunner weezen. Deze pensioenen worden niet berekend, zooals de burgerlijke pensioenen, op het bedrag der jaarwedde en den duur der diensten, maar volgens den graad en den duur der diensten in den graad. De verhoging der militaire jaarwedden heeft dus geene overeenstemmende pensioensverhoging ten gevolge.

De pensioenen wegens dienstancienniteit vastgesteld bij de wetten van 24 en 25 Mei 1912, werden nog niet verhoogd naar verhouding van de nieuwe economische toestanden. Bij gevolg verhoogt artikel 7 van het wetsontwerp deze pensioenen in verhouding tot den graad derwijze dat de verhoogingen diegene benadert welke voor de burgerlijke pensioenen uit de bepalingen van voorafgaande artikelen spruiten.

Het eerste lid van artikel 8 van het wetsontwerp heeft voor doel aan de oud-gepensionneerden het voordeel toe te passen der bepalingen, voor de toekomst genomen, bij de wet van 23 November 1919, ten bate der gepensionneerde militairen welke onbekwaam zijn om zich te bewegen, of zich te behelpen, of nog, om de hoofdzakelijke daden van het leven te verrichten en die doorlopend op de zorgen van een derden persoon zijn aangewezen.

De wet van 23 November 1919 heeft een nieuwen pensioenrooster vastgesteld voor de weduwen van militairen, overleden ten gevolge van kwetsuren of van ongevallen overkomen door het feit van den dienst. Laatste lid van artikel 8 van het wetsontwerp brengt, op hetzelfde bedrag, de pensioenen

en hulpgeldten ten laste van den Staat, reeds verleend aan weduwen en weezen van militairen.

Artikel 1 der wet van 27 Mei 1870 laat de Regeering niet toe tusschen de geoorloofde kortingen op de wedden der officieren ten voordeele der kas voor weduwen en weezen degene te verkiezen, die behooren te worden vastgesteld. De nieuwe, bij het eerste lid van artikel 9 van het wetsontwerp voorgestelde tekst verruimt eenigermate de bevoegdheid der Regeering om ze ten beste der betrokken belangen te verkiezen.

De nieuwe huishoudkundige voorwaarden die de Regeering aangezet hebben de herziening der pensioenen voor weduwen en weezen der Staatsambtenaren en -beambten voor te stellen, vorderen insgelijks de verhooging der pensioenen voor de weduwen der militairen. Deze pensioenen worden naar den graad van den echtgenoot bepaald en niet naar diens wedde noch naar den duur van de bijdragen tot de kas voor weduwen. Artikel 9 van het wetsontwerp bepaalt bijgevolg op welke sommen de bestaande pensioenen gebracht worden; deze sommen overtreffen veeleer die, vereischt door de loonsverhoogingen der militairen, indien deze volgens den algemeenen rooster der loonsverhoogingen der ambtenaren en beambten voorzien bij artikel 3 van het wetsontwerp vastgesteld waren. De pensionen voor weduwen van deze militairen zullen dus minstens in zoo breede mate, als de pensioenen voor weduwen der Staatsambtenaren en Staatsbeambten, verhoogd worden.

Wat betreft pensioenen en hulpaandeelen welke later zullen vereffend worden, zij zullen in dezelfde mate verhoogd worden, indien de bijdrage tot de kas vóór 1^o Oktober 1919 heeft opgehouden. Bijaldien na die dagteekening is bijgedragen, dan zal de verhooging slechts berekend worden volgens den op 1^o Oktober 1919 bekleeden graad en naar verhouding van den tijd der bijdrage tot de kas, verlopen vóór 1^o Oktober 1919 in verband van den tijd verlopen sedert die dagteekening. De belangen der weduwen met betrekking tot de diensten door hunne echtgenooten bewezen vóór 1^o Oktober 1919 worden op die wijze volkomen gewaarborgd.

De verhooging der pensioenen en der hulpaandeelen zullen worden betaald uit de kas der officieren van het leger en uit de hulkas der gendarmerie. Toelagen van den Staat zullen die kassen wegens deze nieuwe lasten schadeloos stellen.

Een groot aantal loopende pensioenen zullen spoedig kunnen herzien worden; nochtans zijn er waarvoor zekeren tijd gevorderd wordt. Spoedig behoort hulp te worden verstrekt aan de belanghebbenden, voor het meeren-deel derwelke het pensioen de hoofdbron zooniet de eenige bron van inkomsten vertegenwoordigt. Artikel 10 van het wetsontwerp laat aan de Regeering toe hun voorschotten te verleen, in afrekening op de verhoogingen hunner pensioenen.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

(12)

Projet de loi sur les pensions.**ALBERT,****ROI DES BELGES,****A tous présents et à venir, Salut.****Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,****NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 21 juillet 1844, sur les pensions civiles et ecclésiastiques :

L'âge de 19 ans, pour l'admission des services dans la liquidation des pensions, est substitué à celui de 21 ans au littéra A de l'article 6 de la loi.

Le dernier alinéa de l'article 7 de la loi du 16 mai 1876 et l'article 6 de la loi du 18 mai 1912, sur les pensions des professeurs et des instituteurs communaux, sont abrogés.

La disposition suivante est ajoutée au littéra A de l'article 6 :

« Sera compté double, le temps » pendant lequel les magistrats, fonctionnaires et employés ont été emprisonnés ou déportés pour refus d'obéissance.

Wetsontwerp op de pensioenen.**ALBERT,****KONING DER BELGEN,****Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.****Op voorstel van Onzen Minister van Financiën,****WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Financiën wordt er toe gemachtigd, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt.

ARTIKEL EÉN.

In de wet van 21 Juli 1844, op de burgerlijke en geestelijke pensioenen worden de volgende wijzigingen gebracht :

De leeftijd van 19 jaar, voor de toelating der diensten bij de verevening der pensioenen, vervangt dien van 21 jaar onder letter A van artikel 6 der wet.

Het laatste lid van artikel 7 der wet van 16 Mei 1876 en artikel 6 der wet van 18 Mei 1912, op de pensioenen der gemeenteprofessoren en onderwijzers, worden opgeheven.

Aan littera A van artikel 6 wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« Wordt dubbel gerekend, de tijd » gedurende denwelken de magistraten, ambtenaars en beambten hebben gevangen gezeten of zijn gedeporteerd.

» sance aux ordres de l'autorité alle-
» mande, dans l'exercice ou à l'occasion
» de l'exercice de leurs fonctions ».

Le littera *B* du même article est rédigé comme suit :

« Les services militaires effectifs pour
» le temps de la présence réelle au corps
» à partir de l'âge de 19 ans révolus.
» Le temps de présence réelle au corps,
» passé aux armées mises sur pied de
» guerre, sera compté double ou triple
» d'après les règles établies pour l'ob-
» tention de la pension militaire pour
» ancienneté de service.

» Toutefois, l'âge ci-dessus de 19 ans
» est remplacé par celui de 16 ans en
» ce qui concerne les services militaires
» effectifs rendus durant la campagne
» 1914-1918. »

La disposition suivante formera le premier alinéa de l'article 10 de la loi :

« En cas de cumul de deux ou plu-
» sieurs fonctions, les traitements cumu-
» lés entreront en compte dans la liqui-
» dation de la pension ».

Le minimum de 2,000 francs en dessous duquel les remises des fonctionnaires et employés de l'administration des finances ne peuvent être réduites, prévu au dernier alinéa du même article est porté à 4,000 francs.

Les maxima des pensions fixés à 7,500 et 5,250 francs dans l'article 13 de la loi sont portés à 14,000 et 10,000 francs.

Le minimum de 300 francs fixé à l'article 14 de la loi, est porté à 600 francs.

» geweest wegens weigering om, in de
» uitoefening of ter gelegenheid van de
» uitoefening hunner betrekking, aan
» de bevelen der Duitsche overheid te
» gehoorzamen. »

Littera *B* van het zelfde artikel wordt als volgt opgesteld :

« B. De werkelijke militaire diensten
» voor den tijd der wezenlijke tegen-
» woordigheid bij het korps met ingang
» van den vollen 19 jarigen leeftijd. De
» tijd der wezenlijke tegenwoordigheid
» bij het korps, doorgebracht bij de op
» oorlogsvoet gebrachte legers, wordt
» dubbel of drievoudig gerekend, vol-
» gens de regelen gesteld ter bekoming
» van het militair pensioen, wegens
» dienst ancienniteit.

» Evenwel wordt de bovenstaande
» ouderdom van 19 jaar vervangen door
» dien van 16 jaar wat betreft de wer-
» kelijke militaire diensten bewezen
» tijdens den veldtocht 1914-1918. »

De volgende bepaling zal het eerste lid van artikel 10 der wet uitmaken :

« Ingeval twee of meer betrekkingen
» samen worden uitgeoefend, komen de
» samengevoegde jaarwedden voor de
» verevening van het pensioen in aan-
» merking. »

Het minimum van 2,000 frank, waarbeneden de percentsgewijze bezoldiging der ambtënaars en beambten van het Beheer van Financiën niet mag dalen, voorzien in het laatste lid van hetzelfde artikel, wordt op 4,000 frank gebracht.

De in artikel 13 der wet op 7,500 en 5,250 frank gestelde pensioenmaxima worden op 14,000 et 10,000 frank gebracht.

Het in artikel 14 der wet gestelde minimum van 300 frank wordt op 600 frank gebracht.

Le maximum de 5,000 francs fixé dans l'article 21 de la loi sur les pensions des membres du clergé du culte catholique romain est porté à 10,000 francs.

La disposition suivante est ajoutée au premier alinéa de l'article 22 de la loi :

« Sera compté double le temps pendant lequel les membres du clergé rétribués par le Trésor public ont été emprisonnés ou déportés pour refus d'obéissance aux ordres de l'autorité allemande dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ».

Le n° 1 et le premier alinéa du n° 7 de l'article 34 de la loi sont rédigés comme suit :

« 1° Retenue proportionnelle sur les traitements et suppléments de traitement, sur les remises et les émoluments; 7° Retenue sur les traitements et suppléments de traitement équivalente au montant d'une année au moins de la pension éventuelle des veuves ».

L'article 35 de la loi est remplacé par la disposition suivante :

« Les femmes et les enfants mineurs des magistrats, fonctionnaires et employés démissionnés ou démissionnaires après quinze années de participation à la caisse, conservent les droits éventuels à la pension résultant de la participation de l'affilié au moment de la démission.

» Si l'affilié démissionné ou démissionnaire souscrit l'engagement, dans le délai qui sera assigné, de continuer les versements à la caisse et opère ces versements, la pension de

Het in artikel 21 der wet, voor de pensioenen der leden van den Rooms-katholieken eredienst, gestelde maximum van 5,000 frank wordt op 10,000 frank gebracht.

Aan het eerste lid van artikel 22 der wet wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« Wordt dubbel gerekend, de tijd gedurende denwelken de door de openbare Schatkist bezoldigde leden der geestelijkheid hebben gevangen gezeten of zijn gedeporteerd geweest wegens weigering om, in de uitoefening of ter gelegenheid van de uitoefening hunner betrekking, aan de bevelen der Deutsche overheid te gehoorzamen ».

N° 1 en het eerste lid van n° 7 van artikel 34 der wet worden als volgt opgesteld :

« 1° De evenredige korting op de wedden en bijwedden, op de percentsgewijze bezoldigingen en de émoluments; 7° Korting op de wedden en bij wedden, gelijk aan het bedrag van ten minste een jaar van het eventueel pensioen der weduwen ».

Artikel 35 der wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De vrouwen en de minderjarige kinderen der na vijftien jaar deelneming aan de kas ontslagen of ontslagnemende magistraten, ambtenaars en beambten, behouden hunne mogelijke rechten op het pensioen, spruitende uit de deelneming van den aansluitende op het oogenblik van het ontslag.

» Bijaldien de ontslagen of ontslagnemende aangeslotene, binnen het tijdsbestek dat zal worden aangewezen, de verbintenis onderschrijft de stortingen in de kas voort te zetten

» la femme et celle des enfants sera
 » éventuellement réglée en tenant
 » compte de la prolongation de la
 » participation.

» Lorsque l'affilié n'a pas quinze
 » années de participation à la caisse au
 » moment de sa démission, l'engage-
 » ment ci-dessus peut être souscrit
 » pour un temps limité au nombre
 » d'années nécessaires pour que la
 » participation atteigne une durée de
 » quinze ans. »

Les articles 46 et 47 de la loi sont rendus applicables au cumul d'une pension militaire pour ancienneté de service avec un traitement afférent à un emploi civil.

Les pensions des veuves des militaires tués ou décédés par suite de blessures reçues ou de maladie contractée ou aggravée durant le service et par le fait du service, sont assimilées aux pensions militaires d'invalidité au point de vue de leur cumul avec un traitement ou une pension afférent à un emploi civil.

Les sommes de 1,500 et de 1,000 francs indiquées à l'article 47 de la loi, concernant le cumul des traitements et des pensions, sont portées à 5,000 et 4,000 francs.

L'article 54 de la loi, fixant les maxima des pensions des veuves et orphelins, est abrogé à l'égard des caisses où les pensions sont liquidées d'après la moyenne des traitements de toute la carrière soumis aux retenues ou d'après le montant des retenues perçues sur les traitements et les pensions.

L'article 55 de la loi enlevant à la veuve qui se remarie ses droits à la

» en die stortingen doet, wordt het
 » pensioen der vrouw en dat der kin-
 » deren desvoorkomend geregeld met
 » inachtneming van de verlenging der
 » deelneming.

» Telt op het oogenblik van zijn
 » ontslag de aangeslotene geen vijftien
 » jaar deelneming aan de kas, zoo kan
 » bovenvermelde verbintenis worden
 » onderschreven vooreenen tijd beperkt
 » tot het getal jaren benoodigd opdat
 » de deelneming eenen duur van vijftien
 » jaar bereike ».

Artikelen 46 en 47 der wet worden van toepassing gemaakt op de cumulatie van een militair pensioen wegens dienst-ancienniteit, met eene aan een burgerlijke betrekking verbonden jaarwedde.

De pensioenen der militairen, die gesneuveld zijn of overleden ten gevolge van verwondingen bekomen of ziekte opgedaan en verergerd tijdens den dienst of op grond van den dienst, worden met de militaire invaliditeitspensioenen gelijkgesteld uit het oogpunt hunner cumulatie met eene jaarwedde of een pensioen verbonden aan een burgerlijke betrekking.

De sommen van 1,500 en 1,000 frank aangeduid onder artikel 47 der wet, betreffende cumulatie der jaarwedden en der pensioenen, worden op 5,000 en 4,000 frank gebracht.

Artikel 54 der wet, houdende bepaling van de maxima van de pensioenen der weduwen en weezen, wordt opgeheven ten aanzien der kassen waarbij de pensioenen worden verevend volgens de middelsom der jaarwedden van gansch de loopbaan, die aan korting onderworpen zijn, of volgens het bedrag der kortingen geheven van de jaarwedden en van de pensioenen.

Worden opgeheven : artikel 55 der wet, waarbij de weduwe, die hertrouwt,

pension et la loi du 18 décembre 1857 conservant à la veuve sans enfant, qui se remarie, la moitié seulement de sa pension, sont abrogés.

ART. 2.

Les pensions ayant pris cours avant la mise en vigueur de la présente loi, seront révisées, avec jouissance à partir du 1^{er} octobre 1919, en tenant compte des dispositions nouvelles ajoutées aux articles 6 et 22 de la loi du 21 juillet 1844, concernant les services militaires rendus depuis le 1^{er} août 1914 et le temps d'emprisonnement ou de déportation pour refus d'obéissance aux ordres des autorités allemandes, ainsi que des nouveaux maxima et du nouveau minimum établis dans les articles 13, 14, et 21 de la dite loi.

ART. 3.

Seront révisées avec jouissance à partir du 1^{er} octobre 1919, les pensions servies à cette date :

par le Trésor public aux magistrats, fonctionnaires et employés, au personnel de l'enseignement, aux ministres des cultes et aux fonctionnaires et employés des chemins de fer concédés repris par l'Etat, ainsi qu'à leur veuves et à leurs orphelins ;

par les caisses des veuves et des orphelins établies en exécution de la loi du 21 juillet 1844 ;

par la caisse des ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes et

par la caisse de prévoyance des secrétaires communaux.

L'augmentation des pensions sera

van hare rechten op pensioen wordt verstoken en de wet van 18 December 1857, waarvolgens de kinderlooze weduwe, die hertrouwt, slechts de helft van haar pensioen behoudt.

ART. 2.

De pensioenen, die zijn ingegaan vóór het in werking treden dezer wet, zullen worden herzien, met ingetreding van den 1^{en} October 1919 af, gelet op de aan artikelen 6 en 22 der wet van 21 Juli 1844 toegevoegde nieuwe bepalingen betreffende de sedert den 1^{en} Augustus 1914 bewezen militaire diensten en den tijd in gevangenis of in deportatie doorgebracht wegens weigering van aan de duitsche overheid te gehoorzamen, alsmede de nieuwe maxima en het nieuwe minimum gesteld in de artikelen 13, 14 en 21 van gemelde wet.

ART. 3.

Zullen worden herzien, met ingetreding van den 1^{en} October 1919 af, de pensioenen die op dien datum worden betaald :

door de openbare Schatkist aan de magistraten, ambtenaars en beambten, aan het personeel van het onderwijs, aan de bedienaars der eerediensten en aan de ambtenaars en beambten van de door den Staat genaaste vergunde spoorwegen, alsmede aan hunne weduwen en weezen ;

door de kassen voor weduwen en weezen ingesteld in uitvoering der wet van 21 Juli 1884 ;

door de kas der arbeiders van de spoorwegen, posten en telegraphen en

door de voorzorgskas der gemeentesecretarissen.

De verhooging der pensioenen zal

calculée sur la base du dernier traitement ou du traitement moyen des cinq dernières années admis pour le règlement de la pension initiale, fictivement majorée pour la première tranche de 1,000 francs de 200 %, pour la seconde tranche de 120 %, pour la troisième tranche de 70 %, pour la quatrième tranche de 50 %, et de 30 % pour la partie du traitement excédant 4,000 francs. En ce qui concerne les traitements des ministres des cultes les tranches seront de 500 francs et l'augmentation sera de 30 % pour la partie des traitements excédant 2,000 francs.

Seront augmentées sur les mêmes bases les pensions qui ont pris ou prendront cours postérieurement au 1^{er} octobre 1919 et dans la liquidation desquelles n'interviennent que des traitements antérieurs à la mise en vigueur du nouveau barème de traitements établi après le 31 décembre 1918.

ART. 4.

Les pensions qui ont pris ou prendront cours postérieurement à une augmentation de traitement accordée par application d'un nouveau barème mis en vigueur après le 31 décembre 1918, seront augmentées avec jouissance au plus tôt à partir du 1^{er} octobre 1919 à raison d'une majoration fictive des traitements anciens, calculée comme il est dit au second alinéa de l'article 3.

Les majorations fictives des traitements ne pourront entrer en compte dans la liquidation des pensions que pour le temps antérieur au 1^{er} janvier 1921.

Pour les pensions dans la fixation desquelles interviendront des traite-

worden berekend op grond der laatste jaarwedde of der gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren aangenomen voor de regeling van het oorspronkelijk pensioen, denkbeeldig verhoogd voor de eerste schijf van 1,000 frank met 200 t. h., voor de tweede schijf met 120 t. h., voor de derde schijf met 70 t. h., voor de vierde schijf met 50 t. h. en met 30 t. h. voor het gedeelte der jaarwedde dat 4,000 frank overtreft. Wat de wedden der bedienaars van den eredienst betreft, bedragen de schijven 500 frank en is de verhooging 30 t. h. voor het gedeelte der wedden, dat 2,000 frank overtreft.

Worden volgens dezelfde grondslagen verhoogd de pensioenen die aanvang hebben genomen of zullen nemen na den 1^{er} October 1919 en voor de verevening waarvan slechts jaarwedden in aanmerking komen, dagteekenend van vóór de inwerkingtreding van den 31 December 1918 gevestigden nieuwen rooster der jaarwedden.

ART. 4.

De pensioenen, die aanvang hebben genomen of zullen aanvang nemen na eene verhooging van jaarwedde verleend bij toepassing van een nieuwen rooster in werking getreden na 31 December 1918, worden verhoogd, met ingetreding ten vroegste van 1 October 1919 af, op grond eener denkbeeldige verhooging der voormalige jaarwedden, berekend zooals gemeld in het tweede lid van artikel 3.

De denkbeeldige verhoogingen van jaarwedden mogen bij de verevening der pensioenen slechts gelden voor den tijd die aan den 1^{er} Januari 1921 voorafgaat.

Voor de pensioenen bij de bepaling waarvan jaarwedden in aanmerking ko-

ments dont le barème aura fait l'objet d'une première augmentation postérieure au 31 décembre 1918 et ensuite d'une seconde antérieure au 1^{er} janvier 1921, les majorations fictives des traitements seront calculées sur les anciens traitements antérieurs à la première augmentation du barème. Le traitement fictif pour le temps écoulé entre la première et la seconde augmentation du barème sera égal à celui résultant de l'application des nouvelles bases au traitement antérieur à la première augmentation du barème, sans pouvoir être inférieur au traitement réellement touché.

ART. 5.

Par dérogation aux règles générales formulées aux articles 3 et 4 ci-dessus :

Pour les pensions des veuves et des orphelins liquidées d'après le traitement moyen des cinq dernières années de contribution de l'affilié, les augmentations seront calculées sur le montant de la pension, abstraction faite du minimum ou du maximum prévu par la loi ou les statuts, proportionnellement à l'accroissement fictif du traitement moyen des cinq dernières années établi comme il est dit au 2^d alinéa de l'article 3 et au dernier de l'article 4 mis en rapport avec le dit traitement moyen. Si dans la composition du traitement moyen des cinq dernières années il entre des traitements postérieurs à l'augmentation du barème, l'augmentation de la pension sera calculée d'après l'accroissement fictif des traitements anciens entrant dans la composition du traitement moyen, mis en rapport avec

men waarvan de rooster het voorwerp uitmaakte eener eerste verhooging na 31 December 1918 en vervolgens eener tweede die aan den 1^o Januari 1921 voorafgaat, worden de denkbeeldige verhoogingen der jaarwedden berekend op de voormalige jaarwedden dagteekenend van vóór de eerste verhooging van den rooster. De denkbeeldige jaarwedde voor den tijd verlopen tusschen de eerste en de tweede verhooging van den rooster, moet gelijk zijn aan die voortvloeiende uit de toepassing der nieuwe grondslagen op de jaarwedde dagteekenend van vóór de eerste verhooging van den rooster, zonder beneden de werkelijk getrokken jaarwedde te mogen zijn.

ART. 5.

Met afwijking van de algemeene regelen in de bovenstaande artikelen 3 en 4 neergelegd :

Worden voor de pensioenen der weduwen en der weezen verevend naar de gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren van bijdrage van den aangeslotene, de verhoogingen berekend op het bedrag van het pensioen, afgezien van het minimum of van het maximum voorzien bij de wet of bij de standregelen, naar verhouding van het fictief accres van de gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren vastgesteld zooals gemeld in het tweede lid van artikel 3 en in het laatste van artikel 4 in verband gebracht met bedoelde gemiddelde jaarwedde. Komen in de samenstelling der gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren, jaarwedden in aanmerking dagteekenend van na de verhooging van den rooster dan wordt de verhooging van het pensioen berekend volgens het fictief accres der voormalige jaarwedden, die tot de

le montant des traitements formant le dit traitement moyen.

Pour les pensions des veuves et des orphelins dont le montant est établi d'après la moyenne des traitements de toute la carrière soumis aux retenues ou d'après le montant des retenues perçues, les augmentations seront calculées sur le montant de la pension, abstraction faite de tout minimum ou de tout maximum, proportionnellement à une somme égale à l'accroissement fictif des traitements anciens établis comme il est dit au second alinéa de l'article 3 et au dernier de l'article 4 mis en rapport avec le montant des traitements touchés.

Pour les augmentations des pensions servies par la Caisse des ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes les traitements ou le traitement moyen des cinq dernières années prévues aux articles précédents et à l'article 6, sont remplacés par les salaires ou le salaire moyen des trois dernières années.

Les fonctionnaires et employés des chemins de fer du Grand Central belge et de la Flandre occidentale qui ont cessé leurs services postérieurement à la reprise de ces chemins de fer par l'État et ont reçu des caisses d'assurance et de retraite instituées par les arrêtés royaux du 30 juin 1898 et du 31 décembre 1907, un patrimoine tenant lieu de pension, obtiendront une rente viagère à la charge de l'État. La rente sera égale à l'accroissement, d'après les règles formulées aux articles précédents, de la pension qu'ils auraient obtenue à raison des services rendus à la compagnie et à l'État et d'après les règles légales en matière de pensions. Toutefois elle ne pourra être

samenstelling van de gemiddelde jaarwedde, in aanmerking komen, in verband gebracht met het bedrag der jaarwedden, die gemelde gemiddelde jaarwedde uitmaken.

Worden voor de pensioenen der weduwen en der weezen, waarvan het bedrag wordt vastgesteld volgens de middelsom der jaarwedden van gansch de loopbaan, die aan korting onderworpen zijn of volgens het bedrag der geheven kortingen, de verhoogingen berekend op het bedrag van het pensioen, afgezien van alle minimum of van alle maximum, in verhouding tot eene som gelijk aan het fictief accres der voormalige jaarwedden bepaald zooals gemeld in het tweede lid van artikel 3 en in het laatste van artikel 4 in verband gebracht met het bedrag der getrokken jaarwedden.

Voor de verhoogingen der pensioenen uitgekeerd door de kas der arbeiders van de spoorwegen, posterijen en telegraphen, worden de jaarwedden of de gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren, voorzien in de vorige artikelen en in artikel 6, vervangen door de loonen of het gemiddeld loon over de drie laatste jaren.

De ambtenaren en beambten der spoorwegen van den Grand Central belge en van West-Vlaanderen die hunne diensten hebben gestaakt na de naasting dezer spoorwegen door den Staat, en die van de verzekerings- en pensioenkassen, ingesteld bij de Koninklijke besluiten van 30 Juni 1898 en van 31 December 1907, eene vaste som hebben ontvangen welke het pensioen vervangt, zullen ten laste van den Staat eene lijfrente verkrijgen. De rente zal gelijk zijn aan het accres, naar de regelen in de vorige artikelen uiteengezet, van het pensioen dat zij zouden verworven hebben op grond der diensten aan de maatschappij en aan den Staat

supérieure à celle qui aurait été établie, conformément aux dispositions des arrêtés royaux du 30 juin 1898 et du 31 décembre 1907 sur un patrimoine dont le montant aurait été calculé d'après la majoration fictive du traitement de l'agent indiqué à l'article 3 ci-dessus

Les veuves des fonctionnaires et employés des chemins de fer du Grand Central belge et de la Flandre occidentale restés en service et décédés postérieurement à la reprise de ces chemins de fer par l'Etat, qui ont reçu des caisses d'assurance et de retraite instituées par les arrêtés royaux du 30 juin 1898 et du 31 décembre 1907, un patrimoine, obtiendront une rente viagère à la charge de l'Etat. La rente sera égale à l'accroissement, d'après les règles formulées aux articles précédents, de la pension que la veuve aurait obtenue, si l'agent avait été affilié à la caisse des veuves et orphelins du Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes durant le temps qu'il a passé au service de la compagnie et de l'Etat.

Les augmentations des pensions accordées aux fonctionnaires et employés des chemins de fer concédés repris par l'Etat, ainsi, qu'à leurs veuves et à leurs orphelins, ne peuvent être converties en un capital ou une rente viagère à capital réservé.

ART. 6.

Les caisses de pensions mentionnées à l'article 3 paieront à leurs pensionnaires les augmentations de pensions déterminées aux articles précédents;

bewezen, en naar de wettelijke regelen in zake pensioenen. Zij mag evenwel niet hooger zijn dan diegene welke overeenkomstig de voorschriften der Koninklijke besluiten van 10 Juni 1898 en van 31 December 1907 zou gevestigd geweest zijn volgens eene vaste som, waarvan het bedrag berekend zou geworden zijn naar het in artikel 3 hierboven aangeduid fictief accres der jaarwedde van den agent.

De weduwen der ambtenaren en beambten der spoorwegen van den Grand Central belge en van West-Vlaanderen in dienst gebleven en overleden na de naasting dezer spoorwegen door den Staat, die van de verzekerings- en pensioenkas bij de Koninklijke besluiten van 30 Juni 1898 en 31 December 1907 ingesteld eene vaste som ontvangen hebben, zullen ten laste van den Staat eene lijfrente verkrijgen. De rente zal gelijk zijn aan het accres, naar de regelen in de vorige artikelen uiteengezet, van het pensioen dat de weduwe zou verworven hebben, indien de agent ware aangesloten geweest bij de kas voor weduwen en weezen van het Ministerie van Spoorwegen, Posten en Telegrafen, gedurende den tijd dien hij ten dienste van de maatschappij en van den Staat heeft doorgebracht.

De verhoogingen der pensioenen verleend aan de ambtenaars en beambten van de door den Staat genaaste vergunde spoorwegen, alsmede aan hunne weduwen en aan hunne weezen, kunnen niet omgezet worden in een kapitaal of in eene lijfrente met voorbehouden kapitaal.

ART. 6.

De in artikel 3 vermelde pensioenkas betalen aan hunne gepensioneerden de pensioensverhoogingen in de vorige artikelen bepaald; de Staat

l'État les en indemniserà par voie de subsides. Pour les pensions qui sont liquidées d'après le traitement moyen des cinq dernières années et qui ont pris cours dans les conditions prévues à l'article 4 l'État remboursera, par voie de subsides, une partie de la pension calculée pour chaque année de contribution à la caisse antérieure à l'établissement du nouveau barème des traitements, à raison de 1,20 % d'une quotité du traitement moyen des cinq années qui ont précédé l'établissement du nouveau barème calculée comme il est dit au second alinéa de l'article 3.

Toutefois, les pensions révisées des membres du personnel de l'enseignement et de leurs veuves et orphelins dont les charges incombent à l'État, aux provinces et aux communes seront réparties d'après les bases proportionnelles admises lors de la liquidation des pensions initiales.

Les sommes payées par la Caisse de prévoyance des secrétaires communaux à ses pensionnaires en exécution des articles qui précèdent seront remboursées sous forme de subsides par l'État, les provinces et les communes dans les proportions respectives de deux septièmes, un septième et quatre septièmes, conformément aux proportions indiquées dans l'article 4 de la loi du 30 mars 1861, modifiée par la loi du 25 avril 1908 pour la fixation de leurs subsides à la caisse.

ART. 7.

Les pensions militaires existantes et concédées en vertu des dispositions antérieures à la loi du 23 novembre 1919 sont majorées dans les proportions suivantes d'après le grade et les

stelt ze deswege schadeloos door middel van toelagen. Voor de pensioenen die verevend worden naar de gemiddelde jaarwedde over de vijf laatste jaren en die aanvang namen in de bij artikel 4 voorziene voorwaarden, betaalt de Staat, door middel van toelagen, een gedeelte terug van het pensioen berekend voor elk jaar waaromtrent tot de kas is bijgedragen voor het invoeren van den nieuwen rooster der jaarwedden, op grond van 1,20 % van een gedeelte van de gemiddelde jaarwedde over de vijf jaren die aan het invoeren van den nieuwen rooster voorafgingen, berekend zooals gemeld in het tweede lid van artikel 3.

Nochtans worden de herziene pensioenen der leden van het personeel van het onderwijs en hunner weduwen en weezen, waarvan de last door den Staat, de provinciën en de gemeenten wordt gedragen, omgeslagen naar de evenredige grondslagen aangenomen bij de verevening der oorspronkelijke pensioenen.

De sommen door de voorzorgskas der gemeentesecretarissen in uitvoering der vorige artikelen betaald, worden onder den vorm van toelagen door den Staat, de provinciën en de gemeenten teruggegeven onderscheidelijk naar verhouding van twee zevenden, een zevende en vier zevenden, overeenkomstig de verhoudingen aangeduid in artikel 4 der wet van 30 Maart 1861, gewijzigd bij de wet van 25 April 1908 tot de vaststelling hunner toelagen aan de kas.

ART. 7.

De bestaande militaire pensioenen verleend krachtens voorschriften die aan de wet van 23 November 1919 voorafgaan, worden naar de volgende verhoudingen verhoogd volgens den graad en

assimilations déterminées par les tarifs annexés aux lois du 24 mai et du 25 mai 1912, avec jouissance à partir du 1^{er} octobre 1919 :

Lieutenant-général. fr.	50 %	Luitenant-Generaal fr.	50 %
Général-major	55 %	Generaal-Majoor	55 %
Colonel	60 %	Kolonel	60 %
Lieutenant-colonel.	65 %	Luitenant-Kolonel.	65 %
Major fr.	75 %	Majoor fr.	75 %
Capitaine-commandant	85 %	Kapitein-bevelhebber	85 %
Capitaine en second	85 %	Twede kapitein	85 %
Lieutenant	95 %	Luitenant	95 %
Sous lieutenant.	95 %	Onderluitenant.	95 %
Adjudant	120 %	Adjudant	120 %
Premier sergent-major et sergent-major	130 %	Eerste Sergeant-Majoor en Sergeant-Majoor	130 %
Premier sergent, sergent-fourrier et sergent	140 %	Eerste Sergeant, Sergeant fourrier en Sergeant	140 %
Caporal	150 %	Korporaal	150 %
Soldat	160 %	Soldaat	160 %

Lorsque la pension ainsi augmentée sera inférieure à celle que l'intéressé aurait obtenue s'il jouissait de la pension du grade inférieur, il recevra la pension de ce grade augmentée comme il est dit ci-dessus.

Les pensions provisoires et les secours viagers existants, accordés par application de la loi du 24 mai 1912, sont majorés dans les mêmes conditions et dans les mêmes proportions qu'il est indiqué au paragraphe ci-dessus.

ART. 8.

Par extension du 4^e alinéa de l'article 32 de la loi du 23 novembre 1919, il est alloué, à dater du 1^{er} janvier 1920 et dans les conditions prévues par la dite loi, une indemnité spéciale de 500 à 3,600 francs aux militaires pensionnés, en vertu des

de gelijkstellingen bepaald bij de tarieven gevoegd bij de wetten van 24 Mei en van 25 Mei 1912, mét genot van 1 October 1919 :

Indien het aldus verhoogd pensioen beneden hetgene is dat de belanghebbende zou verworven hebben zoo hij het pensioen van den lagere graad genoot, dan zal hij het pensioen ontvangen van dien graad, verhoogd zooals hierboven gemeld.

De voorloopige pensioenen en de bestaande levenslange hulpelden, verleend bij toepassing der wet van 24 Mei 1912, worden verhoogd in dezelfde voorwaarden en naar dezelfde verhoudingen als vermeld in bovenstaande paragraaf.

ART. 8

Bij uitbreiding van het vierde lid van artikel 32 der wet van 23 November 1919 wordt van den 1^{en} Januari 1920 af en in de bij gemelde wet voorziene voorwaarden, eene bijzondere vergoeding toegekend van 500 tot 3,600 frank

dispositions de la loi du 24 mai 1838, qui sont incapables de se mouvoir, de se conduire ou d'accomplir les actes essentiels de la vie et se trouvent obligés de recourir d'une manière constante aux soins d'une tierce personne.

Les pensions et secours à charge de l'État accordés aux veuves et orphelins de militaires en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838 (voir dernière colonne des tarifs annexés aux lois du 24 et du 25 mai 1912) sont fixés à partir du 1^{er} octobre 1919, aux sommes prévues dans la colonne 2 du tableau III annexé à la loi du 23 novembre 1919.

ART. 9.

L'alinéa 1 de l'article 1^{er} de la loi du 27 mai 1870 qui détermine les ressources affectées à la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée est modifié comme suit :

« Les revenus de la caisse des veuves » et orphelins établis pour les officiers » de l'armée et les fonctionnaires militaires par l'arrêté du prince souverain » des Pays-Bas en date du 14 janvier 1815, se composeront des ressources indiquées ci après, ou de certaines de celles-ci seulement, savoir :

• • • • •

Les pensions, suppléments de pension et secours à charge de la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée et les parts de secours à charge de la caisse de secours en faveur des veuves et orphelins des sous-officiers, brigadiers et soldats de la gendarmerie, en cours au moment de la mise en vigueur de la présente loi, seront portées aux

aan de krachtens de bepalingen der wet van 24 Mei 1838 gepensionneerde militairen, die onbekwaam zijn zich te bewegen, zich te behelpen of de hoofdzakelijke levensverrichtingen te volbrengen en zich verplicht zien op doorlopende wijze de zorgen van een derden persoon te vorderen.

De pensioenen en hulp gelden ten laste van den Staat verleend aan de weduwen en weezen van militairen krachtens titel III der wet van 24 Mei 1838 (zie laatste kolom der bij de wetten van 24 en van 25 Mei 1912 gevoegde tarieven) worden vastgesteld, van 1 Oktober 1919 af, op de sommen voorzien in de kolom 2 der tabel III gevoegd bij de wet van 23 November 1919.

ART. 9.

Het 1^o lid van artikel 1 der wet van 27 Mei 1870, dat de middelen bepaalt der kas voor weduwen en weezen der officieren van het leger, wordt als volgt gewijzigd :

» De inkomsten der kas voor weduwen en weezen ingesteld voor de » officieren van het leger en de militaire ambtenaren bij het besluit van » den Prins souverain der Nederlanden » gedagteekend 14 Januari 1815, zullen » bestaan uit de hierna vermelde middelen of enkel uit sommige daarvan, » te weten :

• • • • •

De pensioenen, aanvullende pensioenen en hulp gelden ten laste der kas voor weduwen en weezen der officieren van het leger en de aandeelen van hulp gelden ten laste van de hulpkas ten bate der weduwen en weezen van de onderofficiieren, brigadiers en soldaten van de gendarmerie, loopende op het oogenblik van de inwerkingtreding dezer wet,

sommes indiquées ci-dessous, avec jouissance à partir du 1^{er} octobre 1919 :

Lieutenant-général.	fr. 5,300
Général-major	4,500
Colonel	3,800
Lieutenant-colonel	3,500
Major	3,200
Capitaine-commandant	2,900
Capitaine en second	2,600
Lieutenant	2,300
Sous-lieutenant.	2,000
Supplément pour chaque enfant au delà de trois.	200
Sous-officiers, brigadiers et soldats de la gendarmerie.	840

Les pensions, les suppléments de pensions, les secours et les parts de secours qui seront liquidés ultérieurement au profit des femmes et des enfants des officiers et des gendarmes à la retraite au moment de la mise en vigueur de la présente loi, seront portés aux mêmes sommes.

Les pensions, les suppléments de pension, les secours et les parts de secours qui seront liquidés au profit des femmes et des enfants d'officiers et de gendarmes en activité de service lors de la mise en vigueur de la présente loi, seront augmentés sur les mêmes bases, à raison du grade occupé au 1^{er} octobre 1919 et en proportion du temps de contribution à la caisse écoulé avant la date précitée par rapport à celui écoulé depuis lors jusqu'au décès ou la retraite.

La caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée et la caisse de secours de la gendarmerie paieront aux ayants droit les augmentations de pensions et des parts de secours déterminées

worden op de hieronder vermelde sommen gebracht, met genot van 1^o Oktober 1919 af :

Luitenant-Generaal	fr. 5,300
Generaal-Majoor	4,500
Kolonel	3,800
Luitenant-Kolonel	3,500
Majoor	3,200
Kapitein-bevelhebber	2,900
Tweede kapitein.	2,600
Luitenant	2,300
Onderluitenant	2,000
Aanvullende som voor ieder kind boven de drie	200
Onderofficieren, brigadiers en soldaten der gendarmerie	840

De pensioenen, de aanvullende pensioenen, de hulp gelden en de aandeelen van hulp gelden die later zullen verevend worden ten behoeve der vrouwen en der kinderen van de officieren en van de gendarmen, op pensioen gesteld op het oogenblik der inwerkingtreding dezer wet, worden op dezelfde sommen gebracht.

De pensioenen, de aanvullende pensioenen, de hulp gelden en de aandeelen van hulp gelden te verevenen ten behoeve der vrouwen en der kinderen van officieren en van gendarmen in dienstactiviteit bij de inwerkingtreding dezer wet, worden naar dezelfde grondslagen verhoogd, op grond van den graad op 1 October 1919 bekleed en in evenredigheid met den tijd van bijdrage tot de kas vóór gemelden datum verlopen in verband met diengenen sedertdien verlopen tot op het overlijden of de pensionneering.

De kas voor weduwen en weezen der officieren van het leger en de hulpkas der gendarmerie betalen aan de rechthebbers de in de bovenstaande leden bepaalde verhoogingen van de pensioe-

dans les alinéas qui précèdent. L'Etat leur en remboursera le montant par voie de subsides.

ART. 10.

En attendant la liquidation des augmentations des pensions établies aux articles précédents, le Gouvernement est autorisé à faire aux pensionnaires des avances à valoir sur les dites augmentations. Un arrêté royal en déterminera le montant.

ART. 11.

Un crédit spécial non limitatif de 30,000 francs est ouvert au Département des Finances pour couvrir les frais résultant de la revision des pensions conformément aux dispositions de la présente loi. Il sera rattaché au budget de la dette publique pour l'exercice 1920.

Donné à Laeken, le 11 mars 1920.

nen en van de aandeelen van hulp gelden. De Staat betaalt daaraan het bedrag terug bij wege van toelagen.

ART. 10.

In afwachting van de verevening der in de vorige artikelen gestelde verhoogingen van de pensioenen, wordt de Regeering gemachtigd tot het doen aan de gepensioneerden voorschotten te gelden op gemelde verhoogingen. Een koninklijk besluit bepaalt het bedrag daarvan.

ART. 11.

Een bijzonder onbeperkt crediet van 30,000 frank wordt aan het Departement van Financiën geopend tot dekking der kosten voortvloeiende uit de herziening der pensioenen overeenkomstig de bepalingen dezer wet. Het wordt aan de begrooting der openbare schuld over het dienstjaar 1920 toegevoegd.

Gegeven te Laken, den 11^e Maart 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

